

# État des travaux sur la problématique de la convergence : théories et hypothèses

Théofil I. Kis

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700124ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700124ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Kis, T. I. (1971). État des travaux sur la problématique de la convergence : théories et hypothèses. *Études internationales*, 2(3), 443–487.  
<https://doi.org/10.7202/700124ar>

# NOTES ET DOCUMENTATION

## ÉTAT DES TRAVAUX SUR LA PROBLÉMATIQUE DE LA CONVERGENCE : THÉORIES ET HYPOTHÈSES

par Théofil I. KIS \*

### AVANT-PROPOS

L'objectif de la présente étude est de tenter une évaluation des théories, des fondements et des « pré-supposées » conceptuelles de la convergence récemment élaborés dans les sciences sociales. À partir d'une analyse structurelle-fonctionnelle-relationnelle, nous nous proposons de vérifier le bien-fondé de ces différentes théories, ainsi que d'en dégager des implications pour la politique pratique.

Notre évaluation des théories de la convergence vise, en deuxième lieu, à approfondir ces questions, et comme elle offre une explication, d'en tirer des conclusions personnelles.

L'étude de la convergence soulève, par conséquent, un point de fond et un point de méthodologie. Du point de vue du fond, il faut souligner que l'idée de la convergence ne repose pas sur des bases trop solides, parce qu'elle est contestée. Quant à la méthodologie, il faut procéder à partir d'une méthode globale et « interdisciplinaire », pour obtenir une analyse qui ait quelque prise sur la réalité. Les « agrégats » qui peuvent être utiles dans une analyse cachent parfois plus de choses qu'ils n'en révèlent lorsqu'on les utilise pour analyser la phénoménologie de la convergence qui est de nature pluridimensionnelle. En effet, les théories de la convergence couvrent à peu près tous les domaines fondamentaux de la réalité historique de notre époque : économie, politique, conditions sociales, pensée, idéologie, comportement, etc.

Sur ce point, trois approches comparatives s'imposent. Premièrement, nous pouvons comparer différents domaines des différents systèmes. Deuxièmement, nous pouvons comparer des obstacles auxquels se heurte le processus de la convergence. Troisièmement, nous pouvons tenter de comparer les manifestations les plus identifiables et les plus réelles de la convergence.

Ces trois approches sont, dans notre optique, pratiquement inséparables ; elles se combinent et se complètent dans notre étude, et il serait arbitraire de vouloir les découper.

Notre étude commence, dans la première partie, par une définition et une explication des notions de convergence ainsi que par une brève analyse du contenu de ces notions dans les sciences sociales. Les trois sections suivantes sont consacrées à une analyse des théories de base, des concepts et des aspects que peuvent prendre les thèses sur la convergence. Au même titre, nous analysons aussi l'affrontement entre deux positions : les théories de la convergence et les théories de la divergence.

---

\* *Professeur agrégé au Département de science politique, Université d'Ottawa.*

Dans la seconde partie, nous examinons les réfutations des théories de la convergence par les scientifiques d'obédience marxiste : c'est une analyse des critiques.

Comme les deux premières parties nous offrent matière à réflexion, nous consacrons la troisième à une évaluation comparée entre les théories de la convergence et leur réfutation par les interprètes d'obédience marxiste, en particulier, soviétiques et allemands (de l'Est).

Enfin, dans nos dernières sections et à titre de conclusion, nous tentons de projeter les perspectives de la convergence en évaluant ses possibilités et ses limites.

## INTRODUCTION

Les traces des premiers concepts de la convergence peuvent être déjà trouvées au XIX<sup>e</sup> siècle et même, à certains égards, dans la pensée sociale des siècles précédents. Mais l'idée même que les systèmes socio-économico-politiques de l'Est et de l'Ouest aient une évolution commune en vue de s'interpénétrer et de se rapprocher pour aboutir progressivement à une convergence, ou à une « société industrielle intégrale » de nouveau type, selon certains, est une idée relativement récente. D'abord, parce que le premier système qui se réclame du socialisme (l'URSS) n'est apparu qu'en 1917, et, ensuite parce que les premiers phénomènes d'une conversion entre les deux types de systèmes n'ont commencé à se manifester, à vrai dire, que depuis les deux dernières décennies à peine.

D'autres raisons peuvent être invoquées. Il y a plus d'un demi-siècle que les défenseurs du capitalisme et du socialisme sont sincèrement persuadés que dans la lutte entre les deux systèmes, leur système, capitaliste ou socialiste, sera vainqueur : les marxistes affirment la fin inévitable du capitalisme ; par contre, les « libéraux » ne reconnaissent pas la possibilité historique de survie d'un système socialiste qu'ils jugent incompatible avec la nature sociale de l'homme. Quand, toutefois, le système se réclamant du socialisme s'est affirmé avec succès en Union soviétique, certains penseurs ont imaginé la possibilité d'une interpénétration mutuelle des systèmes conduisant à une mixture typologique (sans cependant avoir bien précisé sa nature et ses dimensions).

Ainsi l'anticommunisme — l'antisoviétique perd progressivement son caractère purement négatif par lequel il s'est distingué initialement. Cela signifie, en dernière analyse, qu'on renonce à adhérer aux thèses sur la pureté et l'unicité typologique des deux systèmes. Dans le passé, il eut été inconcevable de propager des thèses sur la convergence. D'abord parce qu'un tel processus ne s'était pas manifesté, et deuxièmement, parce que la réaction contre les idées socialistes-communistes a été trop absolue. Aujourd'hui, ni l'existence de deux types de systèmes ni la manifestation de certaine convergence typologique entre eux n'est contestée par personne.

Les théories de la convergence résultent de cette dernière interprétation de la réalité historique. Elles préconisent soit une « hybridation », soit une « synthèse » des systèmes, ou encore une « submergence » d'un système par l'autre. Elles proposent également des solutions intermédiaires ou des positions indécises.

L'objet de la présente étude ne saurait être d'opter entre ces différentes hypothèses ; elle est même consciente d'osciller entre ces trois versions. Nous nous proposons surtout d'en dégager les propositions de base.

Nous en arrivons maintenant à évaluer toutes ces thèses principales, les hypothèses lancées et les propositions défendues.

## PREMIÈRE PARTIE

L'ÉNONCIATION DES THÉORIES DE LA CONVERGENCE PAR  
LES SCIENTISTES « OCCIDENTAUX »

## I - NOTION ET ORIGINE DES THÉORIES DE LA CONVERGENCE

## 1. La notion de convergence

Lorsqu'il s'agit de préciser ce que l'on entend par « convergence », il se pose plusieurs problèmes d'ordre sémantique et gnoséologique. Aux fins que nous nous sommes fixées ici, il est entendu que la notion de convergence peut avoir une signification dans bien des domaines du savoir humain.

Le terme « convergence » est tiré du mot latin *convergere* qui signifie tendre, se diriger, par degrés insensibles, vers le même point, s'incliner vers la même direction commune, vers un résultat commun, vers un même point. Le terme antonyme de convergence est la « divergence ». L'action ou tendance de « converger » signifie donc se rapprocher, depuis un rayonnement mutuel, de s'approcher ou de s'avancer vers quelque chose, vers un résultat ou un but commun. Convergence est donc le résultat d'une évolution.

Ainsi un processus de cette espèce nous permet de reconnaître si deux ou plusieurs ensembles quelconques sont convergents dans leurs caractéristiques typologiques, ou si, au contraire, une ressemblance en est absente.

L'action ou tendance de « converger » signifie cependant aussi que les variables convergentes tendent vers une limite fixe sans jamais l'atteindre. Convergence ne peut donc pas aller jusqu'à l'identification complète des choses convergentes ; les variables convergentes ne se suppriment pas réciproquement. Du reste, dans certaines conditions, une convergence peut être sensiblement apparente ou même superficielle, ou, si elle est profonde, entraîner une dégradation typologique des choses convergentes.

Les différentes sources nous précisent que la notion de convergence en sciences sociales nous vient probablement des sciences biologiques. C'est par analogie du processus (ou au phénomène) de la convergence dans la réalité biologique que nous parlons, en sciences sociales, de la convergence phénoménologique. À partir de la même analogie, on parle de la convergence dans les autres sciences et plus particulièrement en sciences mathématiques. On s'y réfère en particulier aux interrelations structurelles-fonctionnelles, tendant vers une unité.

En sciences biologiques, on entend par « convergence » la ressemblance depuis la base des fonctions survenant entre espèces ou êtres différents, résultant de l'adaptation de leurs organes analogues à des conditions de vie identiques.

À partir de ce phénomène de l'adaptation mutuelle, W. Stern avait développé, en 1935, une théorie de la convergence<sup>1</sup>. Depuis lors, on fait habituellement une distinction méthodique entre la phénoménologie de convergence observable dans la réalité et la théorie de la convergence, domaine de la réflexion sur cette réalité.

En sciences sociales, dont la science politique, on dénote par la convergence une idée selon laquelle toutes les sociétés industrielles modernes, quel que soit leur ordre politico-structurel, subissent dans leur évolution les mêmes conditions sociales. Ce phénomène est considéré comme ayant une admissibilité globale. Cette supposition, fondée d'ailleurs dans ses premières formulations sur des présomptions socio-philosophiques plus que sur des certi-

<sup>1</sup> W. STERN, *Allgemeine Psychologie auf persönlicher Grundlage*, Den Haag, 1935.

tudes empirico-analytiques, est à la base d'une théorie de la convergence des systèmes socio-économico-politiques contemporains.

La notion de convergence ainsi conçue dans les sciences sociales, est, aujourd'hui, sur le point de devenir une nouvelle notion génétique de la pensée politique « occidentale ».

Au sens le plus restreint, mais en même temps le plus concret, la notion de convergence dénote l'idée d'un rapprochement typologique entre les systèmes « occidentaux » (« capitalistes ») et les systèmes de l'Union soviétique et de l'Europe orientale (« socialistes »). On prétend que, comme l'évolution de ces deux types de systèmes est prédéterminée par les mêmes lois génético-historiques, ils vont, dans l'ordre nécessaire et par une transformation, aboutir à une synthèse typologique. Autrement dit, on présume que l'on assiste à une convergence des systèmes en rapprochant progressivement les caractéristiques typologiques et fonctionnelles-structurelles, jusqu'à les confondre en une « société industrielle » dont les variantes ne différencieraient entre elles que par des traits secondaires ; il en sortirait une convergence des finalités et du fonctionnement.

C'était un sociologue américain, P. A. Sorokin, dans son article *Mutual Convergence of the United States and the USSR to Mixed Socio-cultural Type of 1960* qui, pour la première fois dans les sciences sociales, avait employé l'expression « convergence ». Il était suivi par l'économiste hollandais Jan Tinbergen, en 1961, dans son article *Do Communist and Free Economies Show a Converging Pattern ?* Depuis lors, l'expression est utilisée par bien des économistes, des sociologues, des politologues et des anthropologues.

En somme, on identifie une phénoménologie de la convergence. On constate que les systèmes sociaux ne sont pas quelque chose de perpétuel, d'ultime ou d'intangible. Les systèmes sociaux historiquement réels, dans lesquels vivent les hommes concrets, ne sont jamais identiques à un modèle théorique abstrait et préconçu. Ils sont, pour parler en terminologie weberienne, toujours des ordres mixtes, et sont en changement permanent. Il n'y a pas de doute, pour les théoriciens de la convergence, que les systèmes sociaux de l'Est et de l'Ouest<sup>2</sup> subissent, depuis la Deuxième Guerre mondiale, des changements profonds qui les éloignent sensiblement de leur type idéal de départ. De toute façon, à la suite de l'évolution rapide survenue depuis la mort de Staline, en 1953, la disjonction entre les systèmes en question est beaucoup moins aiguë qu'elle n'était antérieurement.

Dans le même ordre d'idées, il est également à retenir que l'intérêt intellectuel pour l'idée de la convergence s'intensifie avec l'identification de certaines similarités des problèmes et des solutions à ces problèmes auxquels les deux types des systèmes doivent faire face, en particulier à ceux qui touchent le développement, le changement et la modernisation des sociétés contemporaines. Ce sont donc les faits historiques les plus primaires qui alimentent les réflexions sur la convergence.

D'après les adeptes de ces théories, la convergence se manifeste dans tous les domaines imaginables : dans le développement de l'industrie, de l'énergie et de l'armement nucléaires, dans la technologie, la science, l'urbanisation, la diminution de la population rurale, les stratifications et les structures sociales, la technocratisation des cadres de spécialistes, « l'intellectualisation » de la société, le comportement de l'élite dirigeante, la mobilité sociale, l'acculturation et la socialisation, etc.

Mais plus particulièrement, l'accent est mis sur la convergence dans les domaines socio-économiques et sociopolitiques.

Cette constatation factorielle permet d'émettre une hypothèse sur la convergence des systèmes orientaux et occidentaux. Elle justifie aussi la formulation des théories sur la convergence.

La théorie de la convergence prévoit que les deux types de systèmes sociaux sont non seulement sur le point de se ressembler typologiquement mais aussi — grâce au progrès techni-

<sup>2</sup> Nous nous servons des notions et des termes « Est-Ouest » et de leurs dérivés comme « socialistes », « communistes » et « capitalistes » au sens conventionnel, pour dénoter simplement les différences typologiques, structurelles, fonctionnelles et même spacio-régionales et autres.

que, à la transformation sociale et organisatrice, à la différenciation et la pluralisation — sont sur le point de se rapprocher par leurs systèmes politiques devenant progressivement similaires dans leurs structures et fonctions sociales.

Cette similarisation en cours s'effectue de deux manières concurrentes : 1) par hybridation, ou 2) par formation d'une synthèse des systèmes. Les deux transformations peuvent se réaliser aussi de deux manières : 1) de manière compétitive, ou 2) de manière complémentaire.

La similarisation par hybridation résulterait principalement de l'accumulation des emprunts mutuels des techniques du développement économique et des modalités d'organisation sociétale ; par un mélange successif se crée une espèce hybride, un système socio-économico-politique mixte. En somme, la théorie de l'hybridation se réfère à des lois analogues à la morphologie évolutionniste.

Quant au processus de similarisation conduisant à une synthèse, ce sont les caractères technologiques de la société moderne développée qui transforment profondément les structures et l'organisation fonctionnelle des deux systèmes opposites. Ce type du processus historique conduit à un système nouveau de synthèse, fondamentalement différent des deux systèmes originaires actuellement existants. Au fond, cette version de similarisation se réfère aux lois analogiques de la génétique. Les défenseurs les plus marqués de cette thèse sont A. Inkeles, R. Aron, K. de Schweinitz, G. R. Lilienstern, F. Richert, P. Druker, P. A. Sorokin, et autres.

Tout dépend donc de la façon dont se réalise la convergence. Trois modalités sont concevables. Premièrement, les réformes économiques introduites récemment dans les pays de l'Europe de l'Est amènent les systèmes socialistes à se rapprocher progressivement des systèmes capitalistes modernes. Deuxièmement, par une « socialisation » progressive des systèmes capitalistes, ces derniers ressemblent typologiquement de plus en plus aux systèmes socialistes. Troisièmement, les deux types de systèmes en question se dirigent, dans leur développement et par leurs propres forces inhérentes, les uns vers les autres. Les deux premiers processus supposent qu'un des deux systèmes aurait essentiellement réalisé son type générique et que l'autre l'imite. Cette évolution conduit à une hybridation des systèmes. Le troisième processus suppose une transformation dialectique des deux types génériques des systèmes. Cette évolution conduit à une synthèse typologique des systèmes.

Parfois, on parle de la « submergence » d'un système par l'autre.

Les deux versions des théories de la convergence sont fondées sur deux présomptions historico-ontologiques : premièrement, sur la conception déterministe de progrès industrialiste continu et sur l'adaptation inévitable à ce processus historique du pouvoir politique de ses structures et de ses fonctions. Il s'agit en réalité de la loi de l'histoire marxiste paraphrasée, selon laquelle la façon d'être de la superstructure est déterminée par l'infrastructure. Il s'agit aussi en quelque sorte d'un « marxisme antisoviétique <sup>3</sup> ».

En effet, le marxisme soviétique insiste sur l'influence relationnelle réciproque entre l'infrastructure et la superstructure et affirme même la primauté déterminante de la superstructure ; c'est donc le renversement de la thèse marxiste classique. Des arguments de cette nature sont surtout utilisés par deux politicologues américains, théoriciens de la convergence, S. P. Huntington et Z. K. Brzezinski. Cependant, l'ordre de primauté entre infrastructure et superstructure semble être d'ordre anthropologique plutôt que causal.

Deuxièmement, toutes les théories de la convergence stipulent que le bien-être et la prospérité qu'assure le progrès technologique conduisent tous les systèmes sociaux, quel que soit leur type, à la « désidéologisation » ou à la « désaffiliation » idéologique (l'expression est de Jan Prybyla), et à la dépolitisation progressive, ou du moins à la disfonctionnalité progressive des prémisses idéologiques et politiques. Même si l'on n'insiste pas tellement sur la « disparition inévitable » de l'idéologie, on pense qu'elle devient une « quantité négligeable » facilement manipulable lorsqu'elle tombe dans les mains des technocrates, et qu'elle sera,

<sup>3</sup> L'expression « marxisme antisoviétique » est tirée de Peter Christian Ludz : « Konvergenz, Konvergenztheorie », in *Sowjetsystem und demokratische Gesellschaft (Eine vergleichende Enzyklopaedie)*, vol. III, Herder, Freiburg-Basel-Wien, 1969, p. 890.

comme s'exprime P. J. D. Wiles, aussi « technocratisée ». Il existe en Union soviétique, et ailleurs, d'après Wiles, des « technocrates pour l'idéologie », des « bons connaisseurs de Marx », capables de prouver et de justifier « n'importe quoi », ce qui est « aussi de la technocratie ».

En somme, on insiste ici sur les primautés des facteurs technico-économiques et technocratiques par rapport aux facteurs politico-idéologiques. On affirme que le rapprochement (ou la convergence) touche non seulement les systèmes économiques, mais aussi les structures sociales et politiques ainsi que l'idéologie.

Nos premières interprétations montrent sans peine que la conceptualisation des phénomènes de la convergence n'est pas neutre et qu'elle a un contenu normatif-spéculatif. C'est bien pourquoi les théories de la convergence sont critiquées par certains auteurs et vigoureusement combattues comme non scientifiques par les auteurs d'obédience marxiste.

En réalité, s'il y a des théoriciens de la convergence, il y a aussi des théoriciens de la divergence et des adversaires déclarés qui réfutent toutes les idées et les hypothèses de la convergence.

Deux idées fondamentales séparent les adversaires des théories de la convergence et des partisans de ces théories : 1) l'idée du caractère typologiquement unicitaire exceptionnaliste de l'URSS et de certains autres systèmes se réclamant du socialisme « authentique », et 2) la théorie des auteurs marxistes sur le caractère historiquement ultime-final du système socialiste ; d'après cette théorie (ou plutôt doctrine), la loi de l'histoire commande, en dernier ressort, la conversion de tous les systèmes sociaux en un système socialiste.

L'idée d'unicité n'est pas nouvelle non plus. Déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle, un philosophe et publiciste français, le marquis de Custine, a présenté la Russie comme un pays étant culturellement et politiquement unique dans sa façon d'être<sup>4</sup>. L'histoire connaît aussi l'interprétation apologiste de cette unicité. Rappelons, par exemple, la conception de « Moscou troisième Rome » enseignée par le moine Philotée au début du XV<sup>e</sup> siècle, et qui, écrivant au tsar Ivan III, lui suggérait l'idée de la « vocation historique unique » de la « Russie éternelle », et affirmait que « deux Romes ont été tombées, que la Troisième (Russie) existe, et qu'il n'y en aura pas de Quatrième<sup>4a</sup> ».

Bien des philosophes, des écrivains et des hommes de lettres russes, du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, comme les nihilistes, socialistes-utopistes et slavophiles Bielinski, Tchernichevski, Dobrolioubov, et Pissarev, les populistes et anarchistes Netchaev, Bakounine, Tkatchev et Jeliablov, le poète Fyodor Tyutchev et bien d'autres, ont aussi fait l'apologie totaliste de cette unicité historique de la Russie. Cette idée d'unicité a sans doute fortement influencé les grands révolutionnaires russes, Lénine y compris, qui ont conçu la formation et le développement tout particulier de l'Union soviétique, comme nous l'enseigne d'une manière probante un historien russe émigré, Nicolas Berdiaev<sup>5</sup>.

L'idée du caractère unicitaire de l'URSS est également défendue par tous les auteurs soviétiques. Ils affirment que toute formation socio-économique représente à elle seule un tout social constitué d'éléments qui lui sont propres et exclusifs. Ces éléments constitutifs persistent et se développent notamment dans les cadres de ce tout. Ils représentent une entité dialectique se développant sans cesse. Avec le passage de la société vers les nouvelles étapes du développement, cette entité ainsi constituée et dans sa totalité s'approprie le nouveau contenu, qualitativement différent malgré la parenté des formes extérieures avec l'ancien contenu. C'est ainsi, disent les sources soviétiques, qu'une analyse scientifique, qui se voudrait objective, doit tenir compte des différences typologiques fondamentales de chaque formation socio-économique qui reste toujours unicitaire<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Marquis de CUSTINE, *Les impressions sur ses voyages en Russie*.

<sup>4a</sup> H. SCHRAEDER, *Moskau, das dritte Rom*, Kiel, 1929.

<sup>5</sup> Nicolas BERDIAEV, *Les sources et le sens du communisme russe*, traduit du russe par Lucienne Julien Cain, Paris, Gallimard, 1951 (Collection « Idées »).

<sup>6</sup> Cf. p. ex., G. P. DAVIDIUK, *Kritika teorii « edinovo industrialnovo obchtchestva »*, Académie des Sciences de la RSS de Biélorussie, Éditions Nauka i technika, Minsk, 1968, pp. 44-45 (passim).

L'idée d'unicité de la Russie/Union soviétique et les thèses correspondantes qui s'en dégageaient fut sans doute la première source d'inspiration méthodologique à la première approche des premiers « soviétologues ». Ces derniers traitaient toujours l'URSS comme un système unique, inconvertible en ce qui concerne le rapprochement typologique avec les autres types des systèmes contemporains, et par là aussi essentiellement non comparable. C'est ainsi, par exemple, que George Kennan (sous le fameux pseudonyme de *Mr. X*), dans son article de 1947 du *Foreign Affairs*, est arrivé à la conclusion que l'URSS ne possède pas des structures sociales, mais représente un ensemble atomisé avec une dictature dure au sommet<sup>7</sup>.

Dans la simple logique des choses, un tel choix méthodique conduit forcément à la construction d'une approche et des références conceptuelles particulières ne s'appliquant en exclusivité qu'à cette « phénoménologie soviétique » unicitaire. Cela signifie également que, comme le fait remarquer à juste titre Alfred G. Meyer, la science sociale générale, avec toutes ses approches, son vocabulaire, et ses instruments conceptuels, ne s'applique pas à cette « phénoménologie soviétique », tout simplement parce que les phénomènes que cette science s'apprête à étudier sont inexistants dans le monde communiste<sup>8</sup>.

## 2. L'origine des théories de la convergence

Les théories de la convergence et leurs versions correspondantes ont évidemment leur propre histoire. Par une convention dont l'origine est difficilement localisable, les interprètes de l'Est et l'Ouest se sont mis d'accord sur le fait que les premières théories de la convergence proprement dites sont apparues vers les années cinquante. Plusieurs noms sont cités qui peuvent réclamer la paternité de ces théories sous leur formulation actuelle : Hans Freyer, George F. Kennan, Isaak Deutscher, Raymond Aron, Jan Tinbergen, Walt W. Rostow, John Kenneth Galbraith, Pitirim A. Sorokin et autres. Du côté Est, on cite en particulier Georgy Lukacs, Ota Sik, Andreï D. Sakharov et plus récemment P. Kapitsa.

L'apparition de ces théories, vers les années cinquante seulement, s'explique probablement par le fait que c'est bien à cette époque-là que l'Union soviétique s'est définitivement formée en tant que système typologiquement *sui generis* particulier. En effet, la période s'étendant de 1928-29 jusqu'à la mort de Staline (en 1953) environ, doit être considérée comme *system-building-polity* (l'expression est de Alfred G. Meyer). Ce n'est donc que lorsque l'Union soviétique est devenue une *system-management-polity* et qu'elle a achevé la réalisation de son type, que les phénomènes de la convergence ont commencé à se manifester.

Les idées de la convergence sont exprimées par les auteurs cités soit en termes économiques, sociologiques et politologiques ou encore — et c'est le cas de la plupart — en termes interdisciplinaires.

Les thèses développées par ces auteurs sont cependant à peine nouvelles, bien que plus élaborées. Sous une forme ou sous une autre, elles ont été exprimées bien auparavant par d'autres auteurs, et leur origine historique exacte est parfois difficile à retracer. Ceci nous incite à tenter une sorte de périodisation et une catégorisation de ces théories, de leur origine hypothétique à leur formulation actuelle.

En somme, trois étapes peuvent être distinguées dans la mise en formulation des théories de la convergence :

1) Les premières traces des idées de la convergence sont déjà identifiables aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Des écrits de la philosophie sociale des philosophes matérialistes français

<sup>7</sup> Cité par Alfred MEYER, voir (8).\*

\* NDLR — Nous avons introduit cette note de clarification pour une meilleure intelligence des nombreuses sources bibliographiques, les chiffres entre parenthèses après la mention *op. cit.* renvoient le lecteur aux notes infrapaginales qui précèdent ou, parfois, qui suivent.

<sup>8</sup> Alfred G. MEYER, « Theories of Convergence », in Chalmers JOHNSON (ed.), *Change in Communist Systems*, Stanford, Stanford University Press, 1970, pp. 314-315.



du XVIII<sup>e</sup> siècle comme Julien Offroy de La Mettrie<sup>9</sup>, Claude-Adrien Helvétius<sup>10</sup> et Paul-Henri d'Holbach<sup>11</sup>, on peut dégager les premiers concepts sur les phénomènes de la convergence. Des concepts semblables ont été exprimés au XIX<sup>e</sup> siècle par les philosophes-historiens évolutionnistes-positivistes comme C. H. de Saint-Simon, K. Marx, L. von Stein, Ch. Darwin, H. Spencer, Auguste Comte, et autres. Tandis que les premiers tentaient d'expliquer les phénomènes sociaux, dont celui de la convergence, selon les lois et les régularités de la mécanique newtonienne et voyaient une analogie fonctionnelle entre un système mécanique et un système social, les deuxièmes affirmaient l'existence des lois historiques évolutionnistes, selon lesquelles l'histoire réserve à toutes les sociétés industrielles, quelle que soit leur origine historico-sociale, le même avenir historique prédéterminé<sup>12</sup>.

C'est surtout K. Marx qui a conçu l'existence des lois historiques déterministes selon lesquelles tout le processus de la production industrielle et de l'organisation sociale de toutes les sociétés industrielles finiraient à l'avenir par être organisées scientifiquement. D'autres économistes appartenant à l'école historique allemande, comme B. Hildebrand et G. von Schmoller, étaient d'avis que tout le développement et le progrès industriel qui en résulte dans les sociétés industrielles s'accompliraient par des étapes similaires, et auraient pour conséquence une convergence structurelle-fonctionnelle. De même, A. C. de Tocqueville, dans son œuvre *De la démocratie en Amérique*, prévoyait non seulement une rivalité de puissance entre les États-Unis et la Russie, mais aussi une convergence sociale graduelle et progressive entre les deux puissances globales. Cette convergence ainsi conçue résulterait, d'après de Tocqueville, avant tout de l'évolution industrialiste progressiste qui, dans le domaine social, accomplirait un nivellement des inégalités qui, à son tour, serait à l'origine d'une grande mobilité sociale et de la « démocratie pluraliste ».

Les jugements de Tocqueville, surtout ceux qui ont trait à la rivalité et à la convergence entre les États-Unis et l'Union soviétique, sont considérés dans les milieux des « convergistes » comme des prédictions géniales<sup>13</sup>.

Des thèses semblables sur la convergence des sociétés industrielles se dégagent également des écrits de Max Weber, surtout de ses théories sur les « types idéaux » et les « types réels », et de l'économiste américain Thorstein Veblen (1857-1929), contemporain de Weber. Le premier (Max Weber) voit le développement et la modernisation de toutes les sociétés industrielles à partir d'une rationalisation et d'une bureaucratisation du tout sociétal. Les idées de Max Weber sur le développement et les caractéristiques des sociétés industrielles seront ensuite reprises par la plupart des théoriciens de la convergence. Veblen pour sa part s'est efforcé de préconiser une *managerial revolution* dans toutes les sociétés industrielles modernes, thèse qui sera développée ensuite par James Burnham, un ex-adhèrent trotskiste, dans son ouvrage *The Managerial Revolution* (1941). D'après les thèses de Burnham, le pouvoir politique décisionnel dans toutes les sociétés industrielles passera progressivement dans les mains des technocrates et des *managers*. Une autre originalité de ses thèses est la distinction fondamentale qu'il fait entre la propriété du capital et la fonction sociale du capital, en insistant sur l'importance décisive de la fonction sociale du capital<sup>14</sup>. Les conceptions de Veblen et Burnham seront aussi reprises par les théoriciens de la convergence des années cinquante.

<sup>9</sup> Médecin et philosophe matérialiste (1709-1751).

<sup>10</sup> Philosophe (1715-1771), auteur du livre *De l'esprit*, dans lequel il faisait l'apologie du sensualisme absolu.

<sup>11</sup> Philosophe (1723-1789), matérialiste et athée, auteur du *Système de la nature*.

<sup>12</sup> Cf. J. WEINBERG, « The Problem of the Convergence of Industrial Societies. A Critical Look at the State of a Theory », in *Studies in Social History*, Vol. II, 1969, N° 1, pp. 1-15, cité par LUDZ, *op. cit.*, (3), p. 890.

<sup>13</sup> Cf. ex., Karl-Dietrich ERDMANN, « Historische Prognosen — rückschauend betrachtet », in *Die Idee des Fortschritts, Neun Vortraege Ueber Wege und Grenzen des Fortschritts-glauben* (Vortraege der Kieler Universitaetstage 1962), éd. par Erich Burck, Munich, 1963, p. 89ss.

<sup>14</sup> James BURNHAM, *The Managerial Revolution : What is Happening in the World*, New York, 1941.

C'est donc dans les œuvres originales de ces penseurs de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle qu'on peut dégager les premières idées — bien que timides et même vagues — sur la convergence des systèmes sociaux modernes. L'enseignement principal qui s'en dégage est que déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, les thèses sur la convergence étaient, dans l'ordre génétique, liées aux thèses sur l'évolution historique, le développement et la modernisation des sociétés contemporaines. C'est sans doute l'apport le plus original de cette première étape de la formulation des théories de la convergence.

2) La deuxième étape dans le développement des théories de la convergence est marquée par une sorte de continuation innovée des thèses élaborées au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elles paraissent toutefois enrichies de nouvelles réflexions sur la théorie sociale et sur de nouveaux concepts ainsi que sur de nouvelles méthodes permettant de mieux saisir la phénoménalité des sociétés industrielles. Parmi les plus représentatifs de cette tendance, il faut mentionner Hans Freyer avec ses théories sur la « sociologie comme science de la réalité » et sur la « culture industrielle moderne », et Arnold Gehlen avec sa « philosophie empirique » et ses concepts sur les « super-structures » des sociétés industrielles, et sur le caractère relationnel entre l'industrialisme et la culture moderne.

Freyer s'inspire de la fameuse distinction entre « communauté » et « société » de Ferdinand Toennies ; il en dégage sa théorie de « systèmes primaires et secondaires » ordinateurs « rationalisés » des « fonctions sociales » de l'homme en société<sup>15</sup>. Par contraste avec les systèmes industriels primaires, développés au cours de la première étape du développement, les systèmes industriels secondaires (de l'Ouest et de l'Est) se caractérisent, d'après lui, par une rationalité, par une organisation utilitaire et convenable du travail, et par un développement progressif de l'homme. Gehlen, pour sa part, préconise la réalisation d'un industrialisme global et intégral comme une césure de l'humanité<sup>16</sup>.

Parmi les principaux précurseurs des théories de la convergence des sociétés industrielles il faut aussi y ajouter quelques autres, bien que moins importants, comme Richard Loewenthal et ses théories sur l'évolution du capitalisme, et sa transformation structurelle-organisationnelle. Des idées semblables ont été également défendues par John Maynard Keynes (1883-1946) — dont les théories sur l'abandon du principe « laisser-faire » et sur l'intervention régulatrice et correctionnelle de l'État dans le domaine économique influent toujours sur la pensée économique moderne — par Walther Rathenau (1867-1922), Wilhelm Roepke (1899-1966), Alexander Ruestow, Karl Jaspers (1883- ) et sa « rationalité sans frontières », Arnold Toynbee (1889- ) et son État mondial, ainsi que par Walther G. Hoffmann. Ce dernier, en effet, par ses théories sur les « stades et types de l'industrialisation<sup>17</sup> », a sans doute été le précurseur d'un des premiers fondateurs importants des théories de la convergence, notamment de W. W. Rostow et sa thèse sur les « stades d'accroissement économique » présentée comme une alternative à la doctrine marxiste de développement économique-social<sup>18</sup>.

Une concrétisation plus systématique de la théorie de la convergence (dans l'optique d'une sociologie culturelle, toutefois) a été réalisée, en 1944, par le sociologue américain d'origine russe Pitirim A. Sorokin. C'est bien la première fois qu'un sociologue de renommée internationale s'efforce de dégager une ressemblance sociologique entre les États-Unis et l'URSS (avec une référence particulière à l'ancienne Russie)<sup>19</sup>. Dans ses œuvres plus récentes, Sorokin

<sup>15</sup> Hans FREYTAG, *Theorie des gegenwaertigen Zeitalters*, 1955 et 1963.

<sup>16</sup> Arnold GEHLEN, *Sozialpsychologische Probleme der industriellen Gesellschaft*, Tuebingen, 1949, p. 188s.

<sup>17</sup> Walter G. HOFFMANN, *Stadien und Typen der Industrialisierung, Ein Beitrag zur quantitativen Analyse historischer Wirtschaftsprozesse*, Jena, 1931. Cette étude a été élargie et traduite en anglais sous le titre *The Growth of Industrial Economics*, Manchester University Press, 1958.

<sup>18</sup> W. W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth, A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, 1960.

<sup>19</sup> P. A. SOROKIN, *Russia and the United States* (2<sup>nd</sup> ed.), The London Institute of World Affairs, London, Stevens and Sons Ltd., 1950.

développe davantage son idée d'une « convergence mutuelle » et avance la thèse selon laquelle les deux sociétés convergent progressivement vers un type socio-culturel mixte de société <sup>20</sup>. Cette convergence se manifeste, d'après Sorokin, dans les différents domaines à travers les systèmes de structures, de rôles et de fonctions sociales, comme : a) sciences naturelles et techniques ; b) sciences sociales ; c) philosophie ; d) principes éthiques, mentalité similaire et droit pénal ; e) éducation ; f) sport et loisir ; g) arts plastiques ; h) religion ; i) vie conjugale et familiale ; j) système économique ; k) relations sociales ; l) système d'institutions politiques <sup>21</sup>. À cela s'ajoutent évidemment bien d'autres éléments, comme l'influence mutuelle ou le désir réciproque d'éviter des conflits et de supprimer des contradictions. Tous ces éléments qui se conditionnent mutuellement font converger la façon d'être de deux systèmes sociaux, celui de l'URSS et celui des États-Unis. Il s'agit donc d'une conception macrosociologique globaliste de la convergence s'accomplissant par hybridation.

Dans ses autres œuvres, Sorokin appelle cette synthèse le « type intégral » de la société <sup>22</sup>. En somme, Sorokin avance trois thèses principales : 1) dans leurs conceptions idéales, ni capitalisme ni socialisme ne sont parfaits ou historiquement ultimes mais défectueux, et par là ne sont pas aptes à assurer un avenir convenable à l'humanité ; 2) contrairement à la loi sur le changement dialectique déterministe des formations socio-économiques formulées par Marx, l'évolution (ou développement) des rapports sociaux est soumise à une autre loi historique, notamment à la loi des changements sociaux aboutissant à la formation d'un type « hybride » nouveau de la société ; 3) pour préserver l'existence de l'humanité à l'âge nucléaire, la seule alternative qui s'impose est la construction d'une « société intégrale » de type nouveau inédit. Fidèle à la logique de ses conceptions, Sorokin avait également élaboré une théorie de la « convergence de la sociologie ». A. Inkeles, B. D. Wolfe et autres ont reproché à Sorokin le caractère spéculatif de ses thèses.

3) La troisième et dernière étape dans le développement des théories de la convergence est marquée par l'élaboration d'une série de théories qui se présentent comme des alternatives aux interprétations marxistes de l'histoire.

Sur ce point, il suffit de rappeler trois thèses et des plus importantes : 1) thèses sur la socialisation des économies de marché ; 2) thèses sur l'assimilation des systèmes socialistes aux systèmes de type néo-libéral ; 3) thèses sur l'apparition des sociétés industrielles modernes. Ces thèses sont fortement associées avec quelques grands noms et les grandes théories, comme : Joseph A. Schumpeter (avec ses théories de la « marche de l'humanité vers le socialisme ») ; John M. Keynes (avec ses théories sur l'intervention de l'État) ; Ludwig von Mises (avec sa réaction contre l'étatisme et ses théories sur la restauration des principes classiques du « laissez-faire », ainsi qu'avec ses thèses sur l'« irréductibilité » entre le capitalisme et le socialisme) ; Adam Smith (avec ses thèses sur les systèmes économiques « mixtes ») ; W. Roepke (avec ses thèses sur la conformité relative entre l'économie de marché et l'interventionisme étatique limité) ; A. Mueller-Armack (avec son idée de « zones intermédiaires » entre les deux types extrêmes d'économie) ; W. Eucken (avec ses théories sur l'interdépendance des sous-systèmes sociaux et l'impossibilité de combiner un régime politique totalitaire avec un ordre économique libéral et vice-versa) ; Ludwig Erhard (réaffirmant principalement les thèses de von Mises d'« irréconciliabilité » entre l'économie de marché et l'économie planifiée) ; J. K. Galbraith (avec ses thèses selon lesquelles les grandes entreprises capitalistes sont capables de contrôler efficacement les mécanismes du marché et de limiter ainsi toute incertitude du marché) ; W. W. Rostow (avec ses thèses sur les « étapes de l'accroissement économique » et l'« État industriel ») ; Jean Fourastié (cf. ses théories sur trois phases d'industrialisation) ; Arnold Gehlen (cf. ses théories sur progrès technologique menant au rapprochement des systèmes) ; James Burnham

<sup>20</sup> P. A. SOROKIN, « Mutual convergence of the United States and the USSR to the mixed socio-cultural type », in *International Journal of Comparative Sociology*, Vol. I, 1960.

<sup>21</sup> P. A. SOROKIN, *op. cit.*

<sup>22</sup> ———, *The Basic Trends of our Times*, New Haven, 1964, p. 78.

(cf. ses thèses sur le « pouvoir des technocrates »), et bien d'autres spécialistes et leurs thèses <sup>23</sup>.

Il est à noter également que même certains économistes et sociologues est-européens ont accepté la validité (ne fût-elle que partielle) de ces théories. Invoquons, pour le moment, la position de l'économiste tchécoslovaque Ota Sik à cet égard. Pour lui, en effet : « ... *even in the case of socialistically-owned property, market conditions are unavoidable ... (and) there is a deeper understanding of the essence of the socialist economy than previously. Formerly the concept of a socialist economy was grossly over-simplified ... (Now) socialism becomes far more realistic ... (and) the essence of socialism is not so vastly different from the capitalist system as was previously supposed* <sup>24</sup> ».

Des conceptions semblables sont également défendues par Findrich Filipec, un autre sociologue tchécoslovaque. Pour lui, en effet, la société industrielle est un phénomène historique qui dépasse la division typologique devenue classique entre capitalisme et socialisme. Ces deux systèmes ne sont, d'après Filipec, que deux variations dialectiques du monde contemporain, dont les convergences et divergences s'équilibrent mutuellement <sup>25</sup>.

Retenons, pour le moment, que la plupart de ces thèses que nous avons invoquées sont chronologiquement antérieures aux « vraies » théories sur la convergence. Cette troisième étape dans le développement des théories de la convergence souligne l'effort des auteurs d'obédience marxiste à combattre ces théories comme non scientifiques, antimarxistes et antisoviétiques, et comme une diversion idéologique.

À la différence de conceptions des auteurs comme Gehlen, Freyer et Sorokin, les interprétations des auteurs comme J. Burnham, P. F. Drucker et J. Fourastié, sont moins axées sur la philosophie et l'anthropologie culturelles, mais plutôt sur des analyses sociologiques et économiques empiriques concrètes. Ils utilisent à cet effet des références conceptuelles des sciences sociales modernes, comme par exemple, les concepts weberiens de rationalité et de bureaucratie, les concepts de développement, de modernisation, de mobilisation, de socialisation, d'acculturation et ainsi de suite. Ils utilisent également d'autres concepts moins usés comme conformisme et industrialisme <sup>26</sup>.

Drucker formule ses conceptions sur la convergence principalement à partir de l'idée de *mass production* considérée comme force motrice de la vraie révolution contemporaine <sup>27</sup>. J. Fourastié, un autre théoricien de cette tendance « sociologique-empirique », arrive à la conclusion fondamentale que toutes les sociétés industrielles marchent inévitablement, dans leur développement, vers une civilisation tertiaire. Ce type de développement se manifeste surtout du fait que, dans un proche avenir, 80% de la population active des sociétés industrielles travailleront dans le secteur économique tertiaire (comme l'administration, les services, le transport) et 10% seulement dans la production agricole et industrielle. De plus, Fourastié prédit dans un proche avenir l'apparition d'un socialisme se caractérisant par une réduction considérable du temps consacré au travail (30 heures au lieu de 48), par une prolongation de la période de vacances (12 semaines au lieu de 4) et par une réduction sensible de l'âge de la retraite, ainsi que par une conversion de « l'homme moyen » en « l'homme riche » <sup>28</sup>.

<sup>23</sup> Pour un bon résumé sur la portée de ces trois thèses en question, voir Henryk OLSIENKIEWICZ, « The Role of "Convergence" in the Ideological Conflict between East and West », in *Bulletin*, Vol. XVII, 1970, N° 8, Institute for Study of the USSR, Munich.

<sup>24</sup> Cf. « Rapprochement » of the Economic Systems in Eastern and Western Europe ? (Interview with Professor Ota Sik, Prague), in *Inter-Economics : Monthly Review of International Trade and Development*, Hamborg, N° 2, février 1966, p. 5.

<sup>25</sup> Cf. Findrich FILIPEC, « Konvergenzen und Divergenzen der Industriegesellschaft in Ost und West », in *Die Industriegesellschaft in Ost und West, Konvergenzen und Divergenzen*, von Hase Koehler Verlag, Mainz (sans date, 1967 ?), pp. 33-70.

<sup>26</sup> Cf. les thèses de Veblen sur les phénomènes du conformisme et du loisir.

<sup>27</sup> P. F. DRUCKER, *The New Society*, New York, 1950.

<sup>28</sup> J. FOURASTIÉ, *Le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1949. IDEM ; *Les 40,000 heures*, Paris, 1965.

Implicitement, la thèse de Fourastié prévoit la disparition des anciennes structures de classes sociales et, par là, le nivellement social conduisant à la formation de sociétés sans classes ou presque. Dans ce sens, cette proposition suggère une alternative aux interprétations de la sociologie marxiste.

Certains autres interprètes, qui se sont posé les mêmes questions sur la « deuxième révolution industrielle » et sur les caractéristiques typologiques des sociétés industrielles modernes, sont arrivés à des conclusions semblables. C'est le cas notamment de F. Sternberg<sup>29</sup>, François Perroux<sup>30</sup>, R. Dahrendorf<sup>31</sup>, D. Riesman<sup>32</sup>, H. Marcuse<sup>33</sup> et autres. F. Perroux semble être le plus sévère dans sa position lorsqu'il affirme que « chacune des sociétés industrielles » de type capitaliste ou socialiste, « se construit contre l'autre et toutes deux sont astreintes à des conditions d'impérialisme inscrites dans les structures de l'industrie contemporaine ». Pour lui, « les contradictions que l'une des sociétés industrielles relève dans l'autre sont très réelles<sup>34</sup> ». L'essentiel des principales thèses de Fourastié a cependant été repris et surtout développé par W. W. Rostow. Ce dernier nous présente ses thèses (un peu prétentieuses) sous forme d'un *non-communist manifesto*<sup>35</sup>. Tout comme F. Perroux, Rostow pense que « les structures d'économie soviétique se rapprochent aux structures d'économie occidentale<sup>36</sup> ».

## II – CONCEPTUALISATION : THÉORIES DE BASE

Nous avons vu dans les sections précédentes que l'idée même que des systèmes sociaux modernes typologiquement différents ont tendance à se rapprocher pour aboutir à une convergence est une idée relativement ancienne ; on a vu comment cette idée, dégagée de l'observation empirique, est progressivement devenue l'un des nouveaux champs de l'exploration intellectuelle des sciences sociales. On peut, à la limite, affirmer que les idées selon lesquelles toutes les sociétés industrielles sont, dans l'ordre historique inévitable, « engagées sur la voie de la convergence », sont nées avec le phénomène d'industrialisme même. Mais les vraies théories de la convergence sont sans doute de date plus récente. On peut évidemment s'amuser à chercher le « premier théoricien » de la convergence et s'efforcer de localiser l'apparition de telle théorie. De telles tentatives ont d'ailleurs déjà été entreprises. Admettons tout simplement que les premières théories de la convergence proprement dite sont apparues vers les années cinquante-soixante.

On peut aussi discuter la question « à qui le droit » d'étudier la phénoménologie de la convergence et de là formuler des théories. En réalité, on peut prendre position comme économiste, sociologue ou politologue ou encore appliquer une approche interdisciplinaire. Ce problème est faux pour nous parce que nous défendons la position d'indivisibilité des sciences sociales.

Discuter de la convergence veut dire avant tout identifier une phénoménologie, en évaluer le processus et tenter d'en pronostiquer l'aboutissement. L'opération la plus risquée est évidemment la prédiction. En réalité, discuter de la convergence, c'est prédire l'avenir des systèmes socio-économico-politiques de l'Est et de l'Ouest, ou, si l'on préfère, des systèmes « socialistes » et « capitalistes », systèmes actuellement vécus.

Une question peut alors être posée : une telle prédiction a-t-elle un sens ? La réponse

<sup>29</sup> J. STERNBERG, *Die militärische und industrielle Revolution*, Berlin, Frankfurt/M, 1957.

<sup>30</sup> François PERROUX, *La coexistence pacifique*, 3 tomes, Paris, 1958.

<sup>31</sup> R. DAHRENDORF, *Soziale Klassen und Klassenkonflikt in der industriellen Gesellschaft*, Stuttgart, 1957.

<sup>32</sup> D. RIESMAN, *The Lonely Crowd*, New Haven, 1950.

<sup>33</sup> H. MARCUSE, *One Dimensional Man*, Boston, London, 1964.

<sup>35</sup> W. W. ROSTOW, *op. cit.* (18).

<sup>34</sup> F. PERROUX, *op. cit.* (30), p. 25.

<sup>36</sup> *Ibid.*

en est plutôt affirmative. Discutant de l'avenir des systèmes capitalistes, on peut déjà prévoir des changements remarquables. Ces systèmes se transforment progressivement en systèmes de type *welfare-state*. On y relève l'extension du secteur public, l'emploi des techniques de planification économique, les nationalisations de certaines branches clés ou la « socialisation » et la « fonctionnalisation sociale » de la propriété privée, l'intervention des autorités publiques, dans les domaines de différents services, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la santé. Ces systèmes accusent une forte technocratisation et bureaucratisation. Tout cela n'est sans doute qu'une manifestation de ressemblance irrévocable (pour ne pas dire convergence) avec les systèmes dits socialistes.

Du côté des systèmes dits socialistes, qui au nom d'une vision idéologique de l'avenir historique rejettent tout système de type capitaliste, on relève des tendances vers un rapprochement structurel-fonctionnel avec les systèmes dits capitalistes. On y perçoit aussi des signes de la convergence. Ainsi on observe que dans les pays de l'Europe de l'Est, la planification omnipotente perd considérablement son caractère rigoriste-totaliste. Dans certains cas et à certains égards, en Yougoslavie notamment, la planification devient tout simplement un système d'indication, sans force de loi. Des tendances vers l'affaiblissement de l'omnipotence des plans de développement peuvent aussi être perçues en Hongrie. Elles ont d'ailleurs été une des caractéristiques fondamentales de la « libéralisation » en Tchécoslovaquie en 1968 (cf. « Programme d'Action de janvier 1968 »).

Le modèle tchécoslovaque de 1968 semble être le plus intéressant à cet égard. Il s'inspire d'abord des théories du « socialisme de marché » élaborées par l'éminent économiste polonais Oskar Lange et puis adapté et innové par le Conseil économique polonais en 1956. Pour des raisons idéologiques, le parti communiste polonais avait cependant désapprouvé ce modèle, et il ne fut jamais appliqué en Pologne. Il est, en revanche, expérimenté depuis, en Yougoslavie, dans le cadre du système yougoslave de l'autogestion. Ce que l'on appelait « modèle tchécoslovaque » est une nouvelle version du « socialisme de marché » dont l'inspirateur le plus connu est Ota Sik. Il fut d'ailleurs inscrit dans le nouveau programme du Parti communiste tchécoslovaque de 1968, mais qui n'a jamais été mis en application à cause de l'intervention militaire soviétique de la même année<sup>37</sup>.

Dans le domaine économique notamment, on relève aussi une irruption du mécanisme du marché qui se manifeste par l'emploi des « catégories monétaires » dans la planification, par la réintroduction de la notion d'intérêt du capital comme élément du coût de production, par une décentralisation non négligeable des centres décisionnels, par l'incitation matérielle des travailleurs et par la différenciation des rémunérations selon la productivité du travail, par la professionnalisation croissante de la gestion économique favorisée par la constitution des technocrates ou *managers* spécialisés, par la reconnaissance du rôle positif que joue le commerce international dans l'économie planifiée, c'est-à-dire l'abandon implicite de l'autarcie et de la création du marché socialiste mondial, etc. On pourrait en établir un catalogue beaucoup plus long<sup>38</sup>.

<sup>37</sup> Cf. *Rude Pravo*, Prague, du 1<sup>er</sup> et du 10 avril 1968 ; « Lidova demokracie », Prague, du 26 sept. 1968 ; aussi un reportage sur les conférences données à l'Université de Zurich par Ota Sik dans *Neue Zuercher Zeitung*, du 14 février 1969.

<sup>38</sup> C'est sur ce type d'éléments présents dans tous les systèmes de type « industrialiste » que Jan Tinbergen, un des plus éminents représentants de la théorie de la convergence (version « hybridation ») formule ses thèses sur la convergence. Cf. notamment, « Do Communist and Free Economics Show a Converging Pattern ? », dans *Soviet Studies*, vol. 12, 1961, N° 4, pp. 333-341, reproduit dans *Comparative Economic Systems, Models and Cases*, édité par Morris Bornstein, Irwin, 1969, pp. 432-441 ; *Convergence of Economic Systems in East and West*, Rotterdam, 1965, (Netherlands Economic Institute Publication N° 30) ; « Some Suggestions on a Modern Theory of the Optimum Regime », in *Socialism, Capitalism and Economic Growth*, pp. 125-132 ; *Central Planning*, New Haven (Conn.), London, 1964 ; « Die Rolle der Planungstechniken bei einer Annäherung der Strukturen in Ost und West », in *Wirtschaftsplanung im Ostblock, Beginn einer Liberalisierung ?* (éd. par Erik Boettcher, Stuttgart, 1966).



Cette évolution, rapprochant les systèmes, se caractérise encore par la ressemblance des finalités, des moyens et de leur efficacité. Tous les systèmes sociaux de type industrialiste ont une tendance naturelle à se développer et à se moderniser, et se servent à cet effet de la technocratie et de la bureaucratie, comme moyens les plus appropriés. En réalité, les systèmes sociaux industriels, quel que soit leur type générique, donnent une importance fonctionnelle particulière à la technocratie et à la bureaucratie : le pouvoir réel y est exercé par ces deux catégories sociales. Cette ressemblance structurelle-fonctionnelle des fins et des instruments est sans doute un signe important de la convergence intersystèmes.

La convergence dans ce domaine important réduit, à son tour, la différence fondamentale entre le régime de propriété privée et celui de propriété collective-publique, et augmente sensiblement l'importance de la notion de possession. Le régime de possession semble, par conséquent, être fonctionnellement plus important et plus révélateur pour les théories de la convergence que le régime de propriété qui semble n'être qu'une catégorie plutôt normative. L'importance primordiale du régime de possession réside dans le fait que le régime de propriété est moins déterminant pour le processus décisionnel que le régime de possession, c'est-à-dire le contrôle de la production et de la circulation des biens.

Cette distinction conceptuelle apparaît capitale pour les théories de la convergence<sup>41</sup>. En effet, tandis que le régime de propriété sur les moyens de production demeure le trait distinctif fondamental séparant les systèmes de l'Est et les systèmes occidentaux, le régime de possession (qui est lié au système décisionnel) peut être sensiblement convergible. L'essentiel ici n'est pas qui est propriétaire nominal de quelque chose mais qui en dispose et décide de son usage, c'est-à-dire qui en est le possesseur réel.

Dans cette hypothèse s'impose toutefois une importante nuance. Comme l'avait bien démontré P. J. D. Wiles<sup>42</sup>, une différence entre la notion de propriété et celle de possession existe encore lorsqu'il s'agit des petites unités de production capitaliste : ici le propriétaire et le possesseur sont identiques. Mais il en est autrement lorsqu'il s'agit des grandes sociétés industrielles complexes. Dans une société industrielle capitaliste de grande dimension ou dans un « combinat » soviétique, le *manager* ou le directeur technocrate se comporte dans les deux cas en possesseur ; c'est lui qui décide et assume les responsabilités. Ici, malgré la différence dans les régimes de propriété respectifs, une convergence (bien que limitée et partielle) se manifeste dans la possession. Tout est déterminé donc par les rapports qui existent entre le concept de la propriété et les fonctions socio-économiques attribuées à la propriété.

Cette manifestation de la convergence fonctionnelle est encore plus perceptible dans certaines démocraties populaires de l'Europe de l'Est, notamment en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, durant l'année 1968, et en Hongrie, pays qui se sont signalés par des réformes économiques de la dernière décennie.

Une différence pratique fondamentale entre systèmes de propriété subsiste toutefois dans la distribution des valeurs, des profits, des bénéfices et des rémunérations, résultant du capital investi. Dans les systèmes de marché, la fonction de la distribution est, en principe du moins, exercée conjointement par les organisations syndicales et les organisations patronales. L'intervention de l'État dans ce domaine est plutôt exceptionnelle et limitée. Et les rapports entre ces trois catégories sociales ne sont pas nécessairement antagonistes, puisque, souvent, les intérêts articulés par chacune d'elles coïncident, convergent ou sont complémentaires. Il se réalise ici un certain équilibre résultant de la fonctionnalisation du travail social, du capital et du pouvoir politique.

Dans les systèmes à l'économie planifiée, par contre, les salaires et toute autre distribution des valeurs sociales sont déterminés centralement par le « plan », et les ouvriers et les ges-

<sup>41</sup> Sur cette distinction, insistent presque tous les auteurs des théories de la convergence. Cf. notamment P. J. D. WILES, *Zur Frage der Konvergenz oestlicher und westlicher Wirtschaftssysteme* (Kieler Vortraege, Institut fuer Weltwirtschaft an der Universitaet Kiel, 1968 ; R. ARON, *Opium des intellectuels* ; P. A. SOROKIN, *The Basic Trends of our Times*, New Haven, 1964.

<sup>42</sup> P. J. D. WILES, *op. cit.*, (41), pp. 4-6, 10-11.



tionnaires n'ont qu'à se plier et exécuter les dispositions du plan. La participation de ces « partenaires sociaux » dans le processus de la distribution est ici nulle ou très minimale, étant donné précisément le caractère planifié de la distribution des valeurs et des profits.

La différence entre les deux systèmes y est donc considérable. Le rapprochement ne s'y fait sentir que par la multiplication de plus en plus progressive des fonctions et de l'intervention de l'État dans les systèmes « occidentaux » (cf. taxation, subvention, investissements publics, budget d'État).

Si une différence de nature ou de trop haut degré subsiste, il ne peut être question de convergence. Mais la situation concrète est telle que, dans le rayonnement réciproque, les systèmes capitalistes deviennent progressivement moins « capitalistes » et les systèmes socialistes, moins « socialistes ».

C'est bien cette dernière constatation qui nous amène à adhérer aux thèses selon lesquelles le concept de propriété en tant qu'instrument analytique semble être plutôt vague.

La conception qui nous apparaît la plus acceptable est celle qui considère le concept de propriété non comme un concept indivisible, mais comme celui qui est conçu comme un ensemble des fonctions que le propriétaire exerce (ou peut exercer) sur les objets possédés. Ce qui est important pour une société n'est pas le degré formel de la socialisation ou de la « privatisation » de la propriété, mais sa fonctionnalisation sociale, ou, en d'autres termes, la « mise en appropriation » des fonctions de la propriété au sein du système social, les trois principales fonctions étant la production, la distribution et la coordination-harmonisation-régularisation.

Les limites qui séparent la propriété « privée » de la propriété « socialisée » ne sont pas déterminées par le nombre des fonctions économico-sociales qu'exercent les individus, les groupes ou l'État, mais par l'attribution et la division de ces fonctions, ainsi que par le système de leur contrôle politique.

Prenant cette conceptualisation sur la fonctionnalité de la propriété comme base de l'analyse, Gunnar Adler-Karlsson pense, avec raison, que ces hypothèses conceptuelles peuvent nous servir de fondement pour une théorie plus générale de la convergence. Pour lui, comme d'ailleurs pour bien d'autres théoriciens, le concept de la propriété est le concept-clé dans l'analyse des différences et des ressemblances entre les systèmes capitalistes et socialistes<sup>43</sup>.

Pour le même auteur, le concept de propriété a aussi une signification normative non moins importante que la signification fonctionnelle. L'essentiel dans le concept normatif de la propriété est que : « ... *this is a concept which covers all possible functions which can be had over the owned object, and that the owner can exert all possible functions, which have not been removed from him, either by public law or by private contractual obligations. In other words, ownership, O, does not simply equal ownership, but instead the sum of the functions a plus b plus c, etc., or:  $O = a + b + c \dots + n$*  »

C'est sur ces deux significations, fonctionnelle et normative, du concept de propriété, ainsi qu'à partir de sa conception du « socialisme fonctionnel » de type suédois exposé dans un autre endroit<sup>44</sup>, que Adler-Karlsson formule une théorie de la convergence.

Contrairement aux certains auteurs occidentaux comme Jan Tinbergen qui, dans leurs théories de la convergence se servent des approches microsystemiques, en se concentrant sur *a, b, c, n*, et contrairement aux auteurs d'obédience marxiste qui, réfutant ces théories, appliquent des approches macrosystemiques en se concentrant sur *O*, Adler-Karlsson propose l'emploi d'une analyse mixte « unifiée », c'est-à-dire micro-macro-systemique. Il estime que cette méthode est plus appropriée pour vérifier empiriquement dans quelle mesure les deux systèmes convergent ou, le cas échéant, démontrent leurs caractéristiques typologiques unicitaires<sup>45</sup>.

<sup>43</sup> Gunnar ADLER-KARLSSON, *op. cit.* (40), p. 90.

<sup>44</sup> Cf. Gunnar ADLER-KARLSSON, *Functional Socialism in Sweden: An Alternative to Communism and Capitalism*, Oskarshamn, 1967 (version originale en suédois).

<sup>45</sup> *Ibid.*, *op. cit.* (40), pp. 89-100.

Ce raisonnement méthodologique de Adler-Karlsson nous semble entièrement valable. En effet, il existe une cohésion relationnelle-processuelle et structuro-fonctionnelle entre le système social global et les sous-systèmes sociaux, quel que soit le degré de leur intégration dans cet ensemble.

L'évolution du rôle de l'État dans les deux systèmes semble aussi montrer des ressemblances notables. En réalité, l'État capitaliste et l'État socialiste au même titre, apparaissent aujourd'hui comme des États de type *welfare*. En principe, l'État capitaliste n'est pas un *welfare state*, mais il le devient progressivement dans son développement actuel. Il contrôle aujourd'hui la haute finance par sa politique bancaire et influence ainsi l'économie de marché et ses fluctuations excessives. L'État capitaliste influence aujourd'hui le développement et la modernisation, égalise les chances sociales par la distribution des propriétés et de la taxation, ainsi que par la promotion de l'éducation et des recherches scientifiques, etc. Quant à l'État socialiste, il se présente au monde comme un *welfare state* par définition. Mais les États socialistes n'ont acquis ce caractère que très récemment aussi. Au début de leur formation, ces États se sont préoccupés moins de la politique sociale que de la construction de l'infrastructure socio-économico-politique. Ce n'est que très récemment que ces pays connaissent le système des salaires plus équilibrés, des pensions plus élevées, les pensions pour les kolkhoziens en URSS, le planning familial et autres politiques sociales.

Autrement dit, dans les deux cas, le *welfare state* apparaît à peu près en même temps, alors que chaque système est passé par ses propres étapes constitutives. Comme exemple le plus illustrateur on peut citer les deux Allemagnes. Dans une étude préparée sous la direction de Peter Ludz pour le gouvernement de Bonn et rendue publique en janvier 1971, on constate une forte similarité entre les deux États allemands. Les auteurs de l'étude ont trouvé que, malgré les différences typologiques des systèmes politiques des deux Allemagnes (RFA et RDA), résultant de 25 ans de séparation, le développement de leur économie, des services et des politiques sociales respectifs sont sensiblement similaires. Sur ce point, les deux États, un capitaliste, l'autre socialiste, démontrent entre eux plus de similarités structurelles-fonctionnelles qu'avec d'autres États. Les indications prospectives pour les décades à suivre révèlent en outre une tendance plus grande vers la convergence que vers la divergence des structures socio-économico-culturelles des deux États. Les deux États demeureront similaires dans la poursuite de leurs objectifs dans les domaines du développement économique, de la modernisation technologique, de la politique sociale et de l'éducation. Les divergences qui y subsistent et continueront d'y subsister sont plutôt de nature secondaire et par conséquent peuvent être politiquement corrigées<sup>46</sup>. Cet exemple montre une expérience vécue de la convergence même si elle est limitée ou partielle.

Un autre exemple des similarités qui concernent la façon d'être des systèmes ce sont les structures de consommation. Avec la production, la consommation représente la partie la plus importante de la vie sociétale. Les systèmes de l'Est tout comme les systèmes de l'Ouest relèvent de structures analogues de consommation ; la consommation dans les deux systèmes a un caractère privé. Le nivellement des salaires et la « collectivisation » de la consommation tentés en Union soviétique ont été abandonnés très tôt après la révolution. Actuellement, la tendance est plutôt à la différenciation des rémunérations selon la productivité du travail et à la « privatisation » complète de la consommation. Les démocraties populaires de l'Europe de l'Est n'ont d'ailleurs jamais tenté un nivellement des salaires trop poussé ou une « collectivisation » de la consommation. Par ailleurs, tous les systèmes modernes de type « industrialiste » avancent progressivement vers les sociétés de consommation. Ainsi les différences dans les structures de consommation entre les systèmes de l'Est et de l'Ouest ne sont point celles de nature mais, peut-être, seulement celles de degré ; et le processus de nivellement s'y poursuit, ce qui est une autre preuve de rapprochement, pour ne pas dire de la convergence, bien que toujours superficiel.

La convergence intersystèmes semble en effet être un phénomène universel, bien que

<sup>46</sup> Voir la correspondance de David Binder dans le *New York Times* du 24 janvier 1971 ; aussi une correspondance dans le *Neue Zuercher Zeitung* du 23 janvier 1971.

souvent inaperçu ; notre conscience n'y est pas nécessairement engagée. Le rapprochement des systèmes est certainement un produit concomitant du développement, de la modernisation technologique technocratique et de la pluralisation des rapports sociaux.

Certains théoriciens vont assez loin dans leur théorisation de la convergence. P. J. D. Wiles, par exemple, va jusqu'à dire que la convergence est perceptible non seulement entre les systèmes occidentaux et orientaux, mais qu'elle se manifeste aussi (ce qui est moins connu) dans les systèmes qui ne sont ni socialistes ni capitalistes au sens typologique du terme.

En d'autres sens, entre les systèmes occidentaux de consommation et les systèmes orientaux d'accumulation rapide des forces de production, il existe un troisième type de systèmes, dit « en voie de développement », qui ne semble ressortir à aucune des deux premières espèces. Pourtant, cette « troisième voie » exerce une influence considérable sur le devenir des uns et des autres. Wiles illustre cet enjeu intersystèmes par les exemples d'Israël et de l'Algérie qui, imitant d'après lui la Yougoslavie, expérimentent l'autogestion ouvrière. Wiles prétend que l'autogestion et les conseils ouvriers expérimentés par ces pays ne s'identifient ni avec le « socialisme de marché », ni avec les principes de capitalisme, ni non plus avec le communisme orthodoxe, mais, grâce aux principes de collaboration fonctionnelle entre capital et travail, représentent une « troisième voie ». Cette dernière est, d'après Wiles, une manifestation de la convergence de type technocratique<sup>47</sup>.

Mais, toujours d'après Wiles, chaque cas de cette « convergence technocratique » a ses propres défauts. En Yougoslavie, l'expérimentation de l'autogestion (dont l'idée venait de Tito lui-même en 1950) a été introduite de haut en bas, et de ce fait, n'a nullement pénétré la psychologie des travailleurs. Cette expérimentation a cependant provoqué une libéralisation économique et politique, ainsi que la formation d'un système de marché socialiste ayant les caractéristiques d'un système fondé sur les principes habituels de l'offre et de la demande, donc sur des principes non socialistes. Ainsi se manifeste une convergence<sup>48</sup>.

Dans le cas d'Israël, l'autogestion (et, ajoutons-nous, la collectivisation de la vie sociale) ne concerne que le système de kibboutzim, c'est-à-dire la partie rurale du pays. La façon de vivre dans les kibboutzim est bien enracinée dans la psychologie des kibboutzniki. Mais il s'agit de la psychologie d'une certaine génération et d'une certaine catégorie sociale, notamment de celles venant de l'Europe de l'Est. Les autres générations et catégories sociales, les « sabras », préfèrent vivre à la façon urbaine et dans les villes ou dans les agglomérations de type urbain. C'est ainsi que pour retenir certaines catégories de gens dans les kibboutzim, l'État est obligé de les subventionner, d'y établir certaines unités industrielles et de niveler des inégalités entre les régions rurales (kibboutzim) et les régions industrielles (urbaines). L'expérience a démontré qu'avec l'augmentation du niveau de vie dans les kibboutzim, la « privatisation » de la vie des kibboutzniki s'amplifie graduellement. Ce processus est identifié par Wiles comme étant un autre exemple de la convergence<sup>49</sup>.

Quant à l'autogestion algérienne, il s'agit en quelque sorte d'un hasard historique. Elle est née en 1962. L'Algérie devenant indépendante, les propriétaires français rapatriés en France ont laissé des « biens vacants », des propriétés sans propriétaires (surtout dans le secteur agricole) qui tombèrent dans les mains des ouvriers y travaillant. Ainsi s'est créé dans les établissements de ces « biens vacants », par l'initiative des ouvriers algériens et avec le concours du gouvernement Ben Bella, des autogestions, un secteur autogéré dans l'économie algérienne.

Ces dernières ont été fidèlement copiées de l'autogestion yougoslave, avec cette différence toutefois que l'autogestion algérienne a émané de bas en haut et n'a pas été justifiée par une idéologie. L'Union Générale de Travail Algérien (UGTA) s'est identifiée fortement avec le mouvement « autogesteur ». Mais, depuis 1965, le nouveau gouvernement Boumedienne, et en particulier le ministre de l'Énergie et de l'Industrie, Abdessalam, n'y ont pas été tellement favorables. Ce gouvernement est contre l'autogestion ouvrière et favorise une sorte de « capi-

<sup>47</sup> WILES, *op. cit.* (41), pp. 7-9.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 9.

talisme d'État » fondé sur les principes de profit, de rationalité, d'organisation et de prix. Ce nouveau modèle semble être convergent davantage vers le modèle soviétique innové que vers le modèle yougoslave. Mais quelle que soit la conclusion qui s'en impose, cet exemple algérien montre aussi une convergence des systèmes.

Ces quelques exemples amènent Wiles à la conclusion que, quel que soit le système, néocapitaliste ou communiste orthodoxe, quel que soit le régime de propriété, l'idéologie ou le régime de gestion, le *manager* et le technocrate ont toujours la même caractéristique psychologique. Il n'y a pas de différence fonctionnelle entre un technocrate capitaliste et un technocrate socialiste, qu'il agisse pour une compagnie privée ou, par mandat, pour un gouvernement. Dans les deux cas, on relève la même convergence <sup>50</sup>.

La conclusion principale qui se dégage de nos premières discussions est qu'une analyse systémique des structures, des fonctions, des techniques, politico-économiques, et de comportement des acteurs politiques dans le système d'autorité de même que dans le système de croyance qui mettent en mouvement les systèmes sociaux modernes, nous amène à l'identification d'un phénomène historique que l'on appelle convergence des systèmes, ou en termes moins engagés, rapprochement des systèmes. Dans cette hypothèse, on peut se demander sous quelles formes se manifeste ce processus.

En réalité, ce processus est multiforme et multidimensionnel. Les systèmes peuvent se rapprocher à la même allure et au même rythme, et se rencontrer, à un moment donné, sur un point commun. Ou ils peuvent se rapprocher de façon à ce que le système A change sa façon d'être en se rapprochant de celle du système B sans que B se modifie ou ne se modifie que très peu. Ou encore, inversement, le système B peut changer son type en se rapprochant en direction de A sans que A se modifie sous l'influence de B <sup>51</sup>. Il peut y avoir encore d'autres combinaisons, symétriques ou asymétriques, conduisant soit à une hybridation ou symbiose, soit à une synthèse typologique des systèmes, ou encore à une « submergence » dont nous avons discuté précédemment.

La convergence en tant que processus de rapprochement des systèmes comprend aussi un point de départ (facteur « moment ») et un aboutissement (facteur « réalisation continue »). Elle se caractérise parce qu'à un moment  $t_1$  correspond au stade de rapprochement  $X_1$ , et à un moment  $t_2 \dots n$  correspond au rapprochement  $X_2 \dots N$ . Toutes les théories de la convergence consistent à identifier les  $t$  et les  $X$ , d'en démontrer les probabilités et les limites.

Si l'on admet une telle conceptualisation de la convergence, il faudra finalement s'interroger sur la question à savoir si le processus de la convergence affecte tous les systèmes contemporains. En effet, il y a des spécialistes sur la question qui soutiennent l'affirmation que certains systèmes sociaux ne semblent pas être affectés par le processus de la convergence. C'est le cas, par exemple, de P. J. D. Wiles <sup>52</sup> (déjà cité) qui pense que les systèmes tels que ceux de la Chine, de l'Albanie ou de Cuba, sont, pour le moment du moins, « immunisés » contre la convergence. C'est dire que la convergence malgré son caractère, pour ainsi dire, « universel », n'est pas inévitablement de nature déterministe. Mais la convergence est, certainement, un processus contraignant et la résistance (défensive ou offensive) semble être plutôt d'ordre volontariste et conditionnée par une idéologie. Ainsi tôt ou tard, ces pays seront eux aussi appelés à choisir l'une ou l'autre des voies de rapprochement, faute d'avoir trouvé une voie de développement différente.

Ce point de vue n'est pas cependant partagé par tout le monde. W. W. Rostow, par exemple, soutient exactement la thèse contraire, notamment en ce qui concerne la Chine. Il affirme en effet que malgré les barrières idéologiques, la Chine est sur le point de s'orienter vers l'étape du « démarrage », ce qui concorde avec les exigences d'une convergence <sup>53</sup>.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>51</sup> Cf. Karl C. THALHEIM, « Konvergenz der westlichen und oestlichen Wirtschaftssysteme ? » in *Gesellschaftliche Entwicklungstendenzen in Osteuropa*, Eugen Rentsch Verlag, Erlenbach-Zurich-Stuttgart, 1969, p. 68 (passim).

<sup>52</sup> WILES, *op. cit.* (41), p. 11.

<sup>53</sup> W. W. ROSTOW, *op. cit.* (18), pp. 63-79.

Les deux, Wiles et Rostow, mettent cependant l'accent sur « la désidéologisation » des systèmes économiques, en particulier des systèmes socialistes. Ainsi Wiles, fortement inspiré à cet égard par Daniel Bell, préconisant « la fin des idéologies »<sup>54</sup>, en voit les signes suivants : affaiblissement du rôle du Parti communiste dans le domaine économique, ou plus exactement, la technocratisation de l'appareil du Parti par la pénétration des *managers* ; désuétude du dogme de « la loi de la valeur » et son remplacement par les concepts économiques quantitatifs (par exemple, la reconnaissance d'un coût spécifique du capital) ; « privatisation » de la consommation dont la volonté est fortement ancrée dans la psychologie des individus (par exemple, l'aspiration à posséder une voiture, même si les transports en commun sont abondants et bon marché), et bien d'autres signes de ce genre<sup>55</sup>. Il s'agit en bref d'un processus sociologique que Jan S. Prybyla appelle la « désaffiliation » à l'égard des préceptes idéologiques, bien que ce terme ait un sens plus limité<sup>56</sup>.

### III – LE DÉVELOPPEMENT PLUS RÉCENT DES THÉORIES : DIVERSIFICATION DES ASPECTS

On a vu dans cet aperçu général de la conceptualisation des phénomènes de la convergence qu'elle peut prendre des aspects différents : technologique-économique, sociologique, politicologique, socio-culturel ou mixte, c'est-à-dire composite. L'aspect le plus fréquent est cependant technologico-technocratique-économique, le plus souvent alimenté par les concepts sociologiques de structure et de fonction ainsi que par celui de processus évolutif (par contraste au processus révolutionnel). Par conséquent, les théoriciens de la convergence sont, en majorité, des économistes et sociologues.

Que représentent ces aspects ? Qui en sont les interprètes ? Quelles sont leurs thèses ? Quelles conclusions faut-il en dégager ?

#### 1. Aspects technologico-technocratiques-économiques

Une théorie historicosociologique-économique spéculative et assez complète de la convergence a été formulée en 1960 par l'éminent économiste américain W. W. Rostow dans son ouvrage *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*<sup>57</sup>. Dans ses analyses des étapes de la croissance économique de certains pays les plus développés, Rostow a largement consulté les index de la croissance de la production des États-Unis et de l'URSS, durant la période allant de 1913 à 1955, élaborés par W. G. Nutter<sup>58</sup>. D'après Rostow, les supersociétés

<sup>54</sup> Daniel BELL, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, Revised Edition, N. Y. London, The Free Press, 1966.

<sup>55</sup> Peter WILES, « Convergence: Possibility and Probability » in *Planning and the Market in the USSR*, ed. by A. Balinsky, Rutgers University, 1967, pp. 89–118 ; *Idem*, *op. cit.* (41), pp. 10–12.

<sup>56</sup> Jan S. PRYBYLA, *The Convergence of Western and Communist Economic Systems: A Critical Estimate*, in *Comparative Economic Systems, Models and Cases*, ed. by Morris Bornstein, Irwin, 1969, pp. 442–452.

<sup>57</sup> W. W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth, A Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press, 1960. (Traduction française, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Éditions du Seuil, 1963).

<sup>58</sup> G. Warren NUTTER, « Soviet Economic Developments: Some Observations on Soviet Industrial Growth », in *The American Economic Review*, mai 1957. Notons que les sources soviétiques et est-allemandes qualifient les index de la croissance de la production des É.-U. et de l'URSS élaborés par Nutter de « falsification » de la réalité. Les théories de Rostow fondées largement sur ces index sont qualifiées par les mêmes sources de « écono-

industrielles, les États-Unis et l'Union soviétique, se trouvent actuellement dans une période de changement rapide et de transition. Le développement technico-économique des systèmes socialistes n'est pas complètement différent de celui des systèmes industriels capitalistes occidentaux ; la seule différence qui y existe effectivement, c'est la différence des étapes dans la croissance économique. Sur ce point, la différence n'est donc pas de nature mais de degré.

Rostow évoque la thèse selon laquelle toutes les sociétés humaines passent par l'une des cinq phases de développement : 1) la société traditionnelle ; 2) les conditions préalables du démarrage ; 3) le démarrage ; 4) le progrès vers la maturité et 5) l'ère de la consommation de masse. Après avoir passé ces étapes « transitoires » de développement économique, on peut spéculer que la société moderne *maturée* s'orienterait vers une nouvelle étape, plus humaine, et que l'on pourrait vaguement qualifier celle « d'au-delà de la consommation ». Jusqu'à présent, seuls les États-Unis ont atteint pleinement leur cinquième stade et se comportent depuis la dernière décade comme si l'étape « d'au-delà de la consommation » venait d'être amorcée <sup>59</sup>.

Rostow prétend que l'Union soviétique se dirige également vers la même étape de la société de consommation, ce qui la rapproche à cet égard des sociétés de type occidental. D'après lui, malgré les différences qui subsistent (mais qui sont relativement faciles à corriger), l'URSS est une société techniquement prête à accéder à l'ère de la consommation de masse ; elle y est prête aussi bien par sa structure, l'instruction et les connaissances de la population que psychologiquement. Ces conditions commencent à s'affirmer, mais le régime s'efforce de se maintenir et de « réserver la majeure partie de l'augmentation du revenu annuel pour les dépenses militaires et l'investissement » et cherche ainsi, politiquement, « à transformer sa maturité en une situation de prédominance mondiale, en retardant ou en freinant son évolution vers la consommation de masse <sup>60</sup> ». Mais cette situation particulière de l'URSS ne semble être, dans l'optique de Rostow, que temporaire.

La consommation de masse, la production et la diffusion des biens de consommation durables et des services ainsi que l'urbanisation, marqueront dans l'ordre nécessaire toutes les sociétés industrielles qui auraient passé la cinquième étape du développement. Sans accorder trop d'importance aux différences de régimes de propriété et de régimes politiques (ces derniers entendus comme l'ensemble des structures et leurs interrelations fonctionnelles) qui persistent entre une société industrielle de type « américain » et celle de type « soviétique », Rostow prétend que l'Union soviétique, malgré son retard d'exactement trente-cinq ans pour le niveau absolu de la production industrielle, et près d'un demi-siècle de retard pour la production industrielle par habitant, va bientôt « rattraper » les États-Unis dans leur production. Cette « égalisation » des conditions objectives va amener l'URSS vers une conversion typologique <sup>61</sup>.

Il serait cependant injuste de reprocher à Rostow, comme le font certains de ses critiques, communistes et occidentaux, d'avoir ignoré ou négligé les mobiles humains extra-économiques, ainsi que de ne pas avoir tenu compte de ce que l'évolution de chaque système a d'unique. En réalité, Rostow s'est efforcé, à toute occasion, de préciser les limites de ses thèses, et n'a jamais tenté de réduire la phénoménologie de la convergence aux concepts du déterminisme économique. Au contraire, dès le point de départ de ses analyses, il a admis que l'évolution économique a des conséquences politiques et sociales, et que cette évolution elle-même est la résultante de forces politiques et sociales aussi bien qu'économiques.

---

misme vulgaire ». Cf. à ce propos V. S. KAPRYNIN, *Protsey obshchestvennovo razvitiya i « teoriya stadiy »* Volta Rostow, Mysl, Moscou, 1967, pp. 24-25, 48-49 ; A. WETZEL, *Ueber die buergerlich-soziologische Theorie des Wirtschaftlichen Wachstums : Eine kritische Studie ueber « Theorien » von W. A. Lewis und W. W. Rostow* (Dissertation), Berlin (Est), 1962 ; M. WILHELM, *Oekonomische, philosophische und politische Aspekte der Wachstumstheorie von W. W. Rostow und ihre Rolle im Kampf gegen den Sozialismus* (Dissertation), Rostock, 1965.

<sup>59</sup> W. W. ROSTOW, *op. cit.* (57), pp. 16-26.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>61</sup> *Ibid.*, pp. 118-131.

Avec la même rigueur, Rostow s'efforce de cataloguer certaines des principales différences et unicités qui séparent les deux principaux systèmes convergents, les États-Unis et l'URSS. Il insiste en particulier sur les différences et les unicités des conditions préalables non économiques, comme culture politique (« Les États-Unis, à l'opposition de la Russie, sont 'nés libres' » ; l'expression est de Hartz), façon d'être et structures sociales, socialisation-politisation-mobilisation et la marche vers la maturité, ainsi de suite <sup>62</sup>. De même, il examine les différences et les unicités des structures économiques ; il souligne, en effet, la pratique soviétique de la concentration des investissements dans l'industrie lourde liée à la constitution de son potentiel militaire, alors que les États-Unis répartissent leurs investissements entre l'industrie lourde et l'industrie légère, les biens de consommation et les services <sup>63</sup>. C'est surtout cette différence des structures économiques et sociales (au sens large) qui marque les divergences entre l'URSS et les États-Unis et rend par là une convergence structurelle-fonctionnelle problématique. Mais Rostow en est conscient, comme le prouvent ses interprétations plutôt réticentes de la phénoménologie de la convergence.

En revanche, on peut reprocher à Rostow d'avoir trop « absolutisé » des analogies de la phénoménologie observée et trop poussé des généralisations tirées des observations fragmentaires, et parfois même de caractère unicitaire. La croissance économique comparée dans les deux types de systèmes est un fait incontestable, mais elle n'est pas nécessairement le facteur le plus déterminant de la convergence, d'ailleurs toujours hypothétique. Un autre point contestable est l'absolutisation par Rostow des formes évolutionnelles du développement des sociétés modernes, et par là de leur convergence. En effet, on voit se répandre l'idée que le développement et le progrès ne sont concevables que par une révolution, qui devient la fonction normale du progrès.

Il est enfin utile de souligner la différence fondamentale qui existe entre les thèses de Rostow et celles qui concernent la « société industrielle intégrale » formulées par F. Perroux, R. Aron, J. Fourastié, G. Bernard *et al.* En effet, tandis que Rostow s'est proposé de formuler une histoire globale du développement de l'humanité, la schématisant sous forme de « cinq étapes de la croissance économique », les théoriciens de la « société industrielle unique » n'interprètent le développement de l'humanité qu'en termes de l'étape « industrielle » actuelle.

Le point commun de ces deux théories est cependant le fait qu'elles aboutissent dans leurs interprétations à la même prédiction d'un « monde unique » qui, du point de vue typologique, ne sera ni « capitaliste » ni « socialiste », mais « mixte » et constituant une synthèse qualitative.

Les thèses de Rostow ont été acceptées et développées par bien d'autres économistes, comme S. Kuznets <sup>64</sup>, Jan Tinbergen <sup>65</sup>, J. K. Galbraith <sup>66</sup>, R. Dubs <sup>67</sup> et autres, pour ne nommer que les plus originaux. Leurs analyses sont cependant plus systématiques et techniques-quantitatives ; elles sont de toute façon beaucoup moins historicosophiques que celle de Rostow.

Tout comme Rostow, S. Kuznets, en appliquant toutefois une méthode plus quantitative, arrive à la conclusion que le processus de la croissance économique de l'Union soviétique et des États-Unis éprouve dans l'essentiel les mêmes caractéristiques typologiques <sup>68</sup>. Pour lui, il n'y a pas de différences substantielles dans le processus du développement économique. Il en est de même avec certaines caractéristiques qui sont communes aux deux types de systèmes, comme croissance rapide de l'industrie lourde et d'équipement, croissance de la construction, accroissement de la classe ouvrière et la diminution progressive de la classe rurale,

<sup>62</sup> W. W. ROSTOW, pp. 14-15, 123-131.

<sup>63</sup> *Ibid.*, pp. 123-125.

<sup>64</sup> S. KUZNETS, *Economic Growth and Structure*, N. Y. 1965 ; London, 1966 ; aussi *IDEM*, *Postwar Economic Growth ; Four Lectures*, Cambridge, Mass., 1964, pp. 34-67.

<sup>65</sup> Jan TINBERGEN, *op. cit.* (38), surtout *Central Planning*.

<sup>66</sup> J. K. GALBRAITH, *The New Industrial State*, Boston, 1967 (traduction française, *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1968).

<sup>67</sup> R. DUBS, « Konvergieren die Wirtschaftsordnungen in Ost und West ? » in *Aussenpolitik*, Vol. 18, 1967, N° 1, pp. 5-15.

<sup>68</sup> S. KUZNETS, *op. cit.* (64), p. 67ss.

l'urbanisation, etc. Ce processus semble être un phénomène historique qui est à peine la cause déterminante de la convergence.

Parmi les auteurs cités ci-dessus, Jan Tinbergen semble être le plus éminent représentant des théories de la convergence. L'originalité de Tinbergen consiste, en particulier, en ce qu'il se réfère dans ses études, non seulement au système économique mais aussi et avec la même attention au système politique et trouve que les deux, et dans les deux cas, socialistes et capitalistes, sont généralement et fonctionnellement liés. Une autre originalité de Tinbergen est qu'il est le plus éminent représentant des théories de la convergence version « hybridation » ou « symbiose », à la différence des versions « synthèse » dont le représentant le plus connu est J. K. Galbraith<sup>69</sup> et dont nous discuterons plus loin. Du reste, dans ses analyses, Tinbergen confronte aussi les problématiques administratives-bureaucratiques-technocratiques de deux systèmes et en projette l'évolution future.

L'approche qu'applique Tinbergen peut être qualifiée de micro-économique. Il analyse des données les plus marquées par leurs changements dans le temps et l'espace qu'il trouve dans les deux systèmes et tente d'en dégager les éléments de convergence. Ces éléments cumulés dans un ensemble cohérent servent de preuves d'une convergence sur le plan macro-sociétal.

La tâche que se propose Tinbergen dans ses études est de dégager des éléments de la convergence sans se préoccuper trop des données constituant la divergence, comme, par exemple, le régime de propriété. Dans ce sens, les théories de Tinbergen peuvent être qualifiées d'univalentes-unidimensionnelles.

Pour Tinbergen, on peut relever dans les deux systèmes deux attitudes évidentes : premièrement, chaque système tente constamment, en mettant à l'épreuve sa propre expérience, de corriger ses erreurs et ses faiblesses détectées et imminentes ; deuxièmement, depuis quelque temps, les deux systèmes s'influencent et s'imitent mutuellement et progressivement<sup>70</sup>. Par l'influence mutuelle Tinbergen entend avant tout un processus d'imitation par lequel les sous-systèmes ou leurs agrégats dans les deux types de société s'approchent mutuellement dans leurs structures, fonctions et finalités sociales. Voici l'énumération de ces imitations.

Du côté « Ouest » ou « économies libres », (l'expression est de Tinbergen), d'abord : 1) agrandissement de tous les secteurs économiques ; 2) extension du secteur public par nationalisations difficilement réversibles, couvrant les branches clés de la production et des services ; 3) limitation de la consommation privée, poids croissant du budget dans le revenu national (un quart ou un tiers) qui donne à l'État des moyens d'action financiers dans la production et la rétribution des biens et des valeurs ; 4) limitations à la concurrence parfaite entre entreprises (législation « antitrust »), emploi des techniques de la planification, à l'échelle des grandes entreprises (États-Unis), ou des États (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) ; 5) restriction à la liberté des prix et des salaires par des politiques de lutte contre l'inflation ; 6) intervention de l'État en vue de stabiliser des marchés irréguliers ou des secteurs faibles (agriculture, par exemple) ; 7) politique d'égalisation régionale dans le cadre national ; 8) extension des services gratuits ou semi-gratuits (éducation, santé, assurance-chômage, etc.).

Du côté « Est », socialiste : 1) spécialisation dans la production ; 2) professionnalisation de la direction et de la gestion des entreprises et formation de la technocratie, de *managers* ; 3) différenciation des rémunérations selon la productivité du travail et du service (abandon du nivellement des salaires pratiqué en URSS après la révolution) ; 4) emploi des « indices monétaires » et de la notion d'intérêt du capital dans la planification, ainsi que l'emploi dans cette dernière de méthodes mathématiques ; 5) privatisation progressive de la consommation et liberté graduelle de choix pour les consommateurs ; 6) reconnaissance de la complémen-

<sup>69</sup> Nous tirons la précision de cette distinction entre deux versions, « hybridation » et « synthèse » de Marie LAVIGNE, *Les économies socialistes soviétiques et européennes*, Paris, Armand Colin, 1970, pp. 468-475. Nous préférons cependant le terme « symbiose » au lieu de « hybridation » suggéré par Marie Lavigne, parce que cette dernière a une connotation péjorative.

<sup>70</sup> J. TINBERGEN, *Do communist...*, op. cit. (38), p. 11ss.



tarité économique du commerce international ; 7) reconnaissance d'un certain degré de la décentralisation et de l'autonomie dans les décisions concernant la production et dans la planification.

Telle est l'énumération des manifestations des convergences mutuelles de Tinbergen que nous schématisons sans, cependant, la discuter point par point, parce que cela dépasserait le cadre de la présente étude. Tinbergen en conclut que cette évolution conduit les deux systèmes s'imitant réciproquement à un rapprochement, à une convergence, tout en laissant néanmoins subsister entre eux des différences encore considérables. Ces dernières ne sont cependant pas, selon Tinbergen, de nature irréductible, et il peut y avoir des tendances ultérieures à un mouvement convergent ; l'évolution en cours tend plutôt à réduire ces différences, devenant de plus en plus secondaires.

Peut-on adhérer aux thèses de Tinbergen ? Remarquons d'abord que Tinbergen a formulé ses premières propositions en 1961 et, intentionnellement et schématiquement, en cherchant à engager la discussion sur le thème déjà débattu par bien d'autres auteurs comme nous l'avons vu. Depuis, deux choses fondamentales se sont produites : premièrement, la nature des réformes économiques projetées et partiellement réalisées en Europe de l'Est (dont l'Union soviétique) et les changements continus que subissent les systèmes occidentaux, confirment en substance l'évolution qu'il décrit ; deuxièmement, Tinbergen a réussi à ouvrir les débats désirés, ce qui lui a permis, dans ses œuvres ultérieures, de compléter, d'approfondir et d'innover ses précédentes thèses, ainsi que de provoquer des affrontements intellectuels entre les partisans des théories de la convergence, leurs adversaires et les « indécidés ».

Notons ensuite que Tinbergen a aussi le mérite d'avoir traité les deux systèmes d'après leurs propriétés respectives et sans privilégier, tendancieusement, l'un des deux, comme le font bien d'autres auteurs qui en arrivent à la « submergence » d'un système par l'autre<sup>71</sup>. Plus exactement, Tinbergen n'admet ni la « capitalisation » progressive des systèmes socialistes, ni la « socialisation » à la marxiste-léniniste des systèmes capitalistes, mais prétend tout simplement à une interpénétration, une symbiose des systèmes. Ses théories de la convergence sont beaucoup plus neutres et ont un contenu idéologiquement plutôt « dénormativisé ». En somme, Tinbergen présente ses propositions plus en termes de convergence que de submergence.

Un autre point positif des théories de Tinbergen est qu'il refuse d'adhérer aux thèses souvent répétées par certains spécialistes occidentaux, selon lesquelles il existe une relation génétique-structurelle-fonctionnelle entre le socialisme et la planification, d'une part, et le capitalisme et l'économie de marché, de l'autre. Dans ce sens, il s'accorde avec certains théoriciens de l'Europe de l'Est comme Lange, Sik et Filipec, dont nous avons discuté précédemment.

En revanche, Tinbergen méconnaît le fait que l'évolution, rapprochant les systèmes, laisse subsister entre eux des différences encore considérables et durables qui limitent sensiblement la réalisation d'une convergence. C'est surtout vrai en ce qui concerne le régime de la propriété sur les moyens de production qui demeure le trait distinctif essentiel séparant les deux systèmes ; et ceci même si l'on parvient à bien spéculer sur la distinction entre la propriété formelle et la situation réelle de la possession dont il était déjà question auparavant. Sur ce point, il faut bien souligner que les deux systèmes demeurent différents quant aux modes de la propriété portant sur les forces de production et, par là, quant à l'organisation économique tout entière et à la structure des pouvoirs politiques. Dans l'état actuel des choses, cette différence fondamentale paraît irréductible. Toute cette irréductibilité devient, comme nous avons tenté de le démontrer en termes du fonctionnalisme, de moins en moins absolue.

Mais, nous ne discuterons pas en détail ces thèses qu'il faudrait reprendre point par point dans une étude approfondie. D'ailleurs, nous avons déjà fait une appréciation des différents

<sup>71</sup> Ainsi remarque, dans un autre contexte cependant, Gregory GROSSMANN, *Economic Systems*, Englewood Cliffs, N. J., Prentice Hall, 1967, p. 111, cité par M. LAVIGNE, *op. cit.* (69), p. 471. La distinction même entre « convergence » et « submergence » a été élaborée pour la première fois par Zbigniew BRZEZINSKI et P. HUNTINGTON dans leur étude « Political Power : USA/USSR » (New York, Viking, 1964), pp. 419ss., considérée comme première étude politicologique sur la convergence. Nous y reviendrons plus loin.

éléments de convergence relevés dans les précédentes sections. Disons encore, sur ce point, et pour terminer, que certaines digressions, divertissements ou détournements des régimes de propriété, même étendus et à des fins socio-économiques ou obsessionnelles, ne mettent pas en cause les principes de base. Il en découle une différence de nature, et pas simplement de degré, entre la propriété privée des moyens de production et la propriété publique-sociale. Les différentes digressions, quelle que soit leur origine ou motivation, ne changent en somme ni le type ni le « comportement » ni non plus le fonctionnement de chaque système qui demeure « soi-même ». En effet, même si deux objets se comportent de la même façon, ils ne se manifestent pas de la même façon et n'ont pas nécessairement le même comportement, parce qu'ils ne sont pas identiques, mais seulement analogues.

Notre dernière observation concerne la proposition de Tinbergen concernant l'extension du secteur public par nationalisation. Sur ce point, remarquons que la nationalisation demeure, dans les économies de marché, plutôt l'exception que la règle. Elle touche souvent les branches les moins rentables et par conséquent les moins intéressantes pour une convergence. De plus, certaines branches transférées à l'État sont parfois « reprivatées » (cf., par exemple, la pratique bien connue en Grande-Bretagne, la privatisation de *Volkswagen-Werke*, en Allemagne), pour des raisons économiques ou sociales. La politique de la nationalisation semble être de moins en moins idéologiquement motivée, même dans les mouvements socialistes. Il est vrai, en revanche, que le contrôle social des propriétés privées est, aujourd'hui, beaucoup plus facilement accepté par l'opinion publique. Il est également vrai que la propriété privée des moyens de production subit largement le processus de la socialisation ou plus exactement celui de la socialisation par fonctionnalisation (cf. la Suède, depuis cinquante ans). Dans ce processus, les éléments forts du « socialisme » font face aux éléments forts du « capitalisme », et ainsi, s'équilibrant mutuellement sous forme d'une synthèse structurelle-fonctionnelle.

Telles sont les théories de la convergence version « symbiose » (ou « hybridation ») élaborées par Tinbergen, et nos observations à ce sujet.

John Kenneth Galbraith <sup>72</sup>, économiste américain, semble être le représentant le plus éminent d'une autre version de la convergence, celle de la « synthèse » plus précisément. D'après cette version, la révolution technologique actuelle transforme la société moderne en une société de type nouveau, *the affluent society*, la « société d'abondance », avec toutes les implications pour l'homme et la place qu'il y prend. Cette révolution affecte de façon analogue aussi bien les sociétés de type capitaliste (dominées chacune en fait par quelques centaines de grosses entreprises) que celles de type socialiste, régies par les mêmes principes « technostруктурaux » (l'expression est de l'auteur) que les systèmes capitalistes. Elle émerge, en réalité, progressivement d'une nouvelle société que Galbraith appelle le « nouvel État industriel » et qui représente une synthèse typologique.

L'originalité fondamentale de cette nouvelle société est sa « technostucture » par laquelle l'homme moderne réalise une maximisation des profits et dont le but est d'assurer sécurité, croissance et progrès technique. Ces finalités ne sont réalisables que par une planification qui, seule, permet d'éliminer toutes sortes de risques.

À ces principes de base, Galbraith en ajoute d'autres. Le principe de sécurité signifie pour lui, en premier lieu, la liberté d'action sur le plan micro-économique. Pour lui, les actionnaires qui fournissent des capitaux ont perdu définitivement leurs positions dominantes dans le processus décisionnel : le pouvoir décisionnel est transféré des propriétaires, devenus simples receveurs passifs de dividendes, aux *managers* qui représentent cette « technostucture », ou ensemble de ceux qui prennent des décisions au nom du groupe. C'est aussi cette « technostucture » qui manipule non seulement la production et les investissements mais dirige la consommation.

Une autre caractéristique du « nouvel État industriel » est l'absence de tout conflit majeur et l'harmonie des intérêts entre l'État et l'économie, tous les deux étant dominés par la « technostucture ». Tout cela est, comme le dit l'auteur, *accepted facts of life*.

<sup>72</sup> John Kenneth GALBRAITH, *op. cit.* (66).

Cet ensemble qui constitue la « technostructure » et les autres facteurs qui en découlent et y sont fonctionnellement interliés est le produit historique inévitable de toute société industrialisée, et cause la convergence des systèmes, qui commence avec l'échelle moderne de la production, la demande de la masse énorme de capital nécessaire, la technologie avancée, et, conséquence première du tout, la complexité de l'organisation. Tout cela implique que l'on soit maître des prix et que, dans toute la mesure du possible, l'on puisse diriger les achats effectués à ces prix. En d'autres termes, la planification doit remplacer le marché <sup>73</sup>.

Ce raisonnement conduit Galbraith à conclure que les deux systèmes sont déjà en marche vers la conversion en cette « société nouvelle ». Sur tous les points essentiels, dit Galbraith, « deux systèmes industriels ostensiblement différents entrent en convergence <sup>74</sup> ».

Tout comme Tinbergen et autres théoriciens de la convergence, Galbraith ne néglige pas les différences pourtant fondamentales qui subsistent entre les deux systèmes mais il les considère comme moins importantes que les ressemblances. Pour lui, même les différences des régimes de propriétés et la rigidité de l'idéologie dans le cas de l'URSS, ne sont pas tellement révélatrices <sup>75</sup>. Les forces motrices de la convergence y sont plus importantes que celles de la divergence.

Les thèses développées par Galbraith contiennent sans doute des observations justes. Le point qui nous paraît le plus problématique est que l'auteur tire très fréquemment de ses observations des faits particuliers, et parfois même unicitaires, des conclusions généralisatrices. Cette faiblesse est d'ailleurs commune à presque toutes les théories de la convergence : c'est la fameuse absolutisation dont nous avons déjà discuté. Le fait, par exemple, que certaines entreprises capitalistes emploient certaines techniques de planification ne signifie point, à notre avis, que la « planification doit remplacer le marché », comme le prétend Galbraith. En réalité, ici la « planification » (certains préfèrent l'appeler « programmation ») ne sert qu'à évaluer et orienter d'une certaine manière le processus de la production et à rendre les décisions plus faciles et plus exactes. Ainsi, par exemple, on pratique aux Pays-Bas ou en Suède un planning à court terme en vue d'assurer une stabilisation économique. Aux Pays-Bas, on utilise même à cet égard un modèle économétrique. En France, on pratique un planning à long terme dans le but d'assurer une croissance économique ; on y a institué un « Commissariat général de planification ». De semblables techniques de planning sont aussi instituées par bien d'autres pays adhérant aux systèmes économiques de marché <sup>76</sup>. Mais cette pratique diminue à peine la différence fondamentale de nature entre la planification dans les économies planifiées et le planning dans les économies de marché.

En réalité, à l'opposition du planning, la planification comme fondement d'un système économique est liée à une contrainte normative, à une nécessité inhérente, de convertir les prévisions du plan en réalité économique ; le plan a ici la force de loi. La planification dans les systèmes à économie planifiée comprend, outre l'élaboration des priorités et des objectifs concrets de production, les modalités de distribution, ainsi que les dispositions nécessaires à l'exécution, la gestion économique, les contrôles et les vérifications <sup>77</sup>. Dans l'économie de marché, le « plan » n'a d'autre but que de coordonner les objectifs et n'est qu'un moyen de diminuer le risque. L'autorité centrale dans l'économie planifiée est un système de subordination des unités à une autorité centrale, et ne connaît pas des « risques » de ce genre. Galbraith semble faire une erreur lorsqu'il considère l'ensemble des plans des entreprises individuelles

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 389. Nous soulignons.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 391.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 390.

<sup>76</sup> Cf. pour les détails G. GROSSMAN, *op. cit.* (71), pp. 69-72.

<sup>77</sup> Sur les principales caractéristiques de la planification dans les pays à l'économie planifiée, voir la publication des Nations Unies, *Planification en vue du développement économique*, volume II, Études sur l'expérience de différents pays en matière de planification, deuxième partie, Pays à économie planifiée, New York, 1965.

dans l'économie de marché comme égal au plan (unique) dans l'économie planifiée et dirigée centralement. Il admet donc une réversibilité de la formule :

$$P = p_1 + p_2 + p_3 \dots + p_n$$

ou

$$P = \sum p_n \quad \text{où } n = 1, 2, 3 \dots \infty$$

Or, en réalité, il est inconcevable que la somme des plans individuels (et hétérogènes quant à leur nature économique et les techniques de calcul) se convertisse de fait en un plan global unique et homogène, c'est-à-dire que :

$$p_1 + p_2 + p_3 \dots + p_n = P$$

ou

$$\sum p_n = P \quad \text{où } n = 1, 2, 3 \dots \infty$$

En d'autres termes, il n'est nullement démontré que l'économie de marché se convertisse progressivement en économie de marché, et que les deux marchent dos à dos vers une synthèse, vers une conversion en une « nouvelle société industrielle ».

C'est bien sur ces quelques présomptions absolutisées et par là fragiles que Galbraith érige ses théories de la convergence. Mais malgré certaines insuffisances ici et là, malgré certaines propositions chargées d'optimisme hypothétique, et malgré certaines confusions conceptuelles (par exemple, confusion entre structures industrielles et systèmes économiques), personne ne peut contester la valeur exceptionnelle des interprétations de Galbraith.

Nous ne contestons nullement que les structures convergent progressivement. Mais en déduire la convergence des systèmes avec toutes leurs dimensions sociales, politiques, culturelles et autres, en un nouveau système de synthèse, nous apparaît prématuré.

## 2. Aspects sociologiques

Nous en arrivons maintenant aux aspects non économiques des conditions préalables à la convergence. On connaît assez bien maintenant les grandes lignes des conditions économiques qu'un système doit réunir pour être « muré » et « converger ».

Du point de vue sociologique et psychologique, la création de l'homme anthropologiquement nouveau est au cœur même des conditions préalables à une convergence. Toutes les analyses sociologiques des théories de la convergence sont axées notamment sur cet « homme nouveau » né et formé dans les nouvelles conditions historiques marquées par la haute technologie.

Dans l'évaluation des théories de la convergence de caractère sociologique, on peut identifier deux tendances : a) la tendance macrosociologique marquée par des analyses empiriques axées sur l'approche structurelle-fonctionnelle et sur la méthode historique comparée, et b) la tendance de la philosophie sociale fortement associée au marxisme et à la psychanalyse<sup>78</sup>.

### a) *Tendance macrosociologique*

Raymond Aron a été le premier à avoir élaboré, sous une forme systématique, et dans l'optique des données sociologiques-économiques, une thèse sur la convergence des systèmes de l'« Ouest » et de l'« Est », dont les caractéristiques essentielles sont d'être des « sociétés industrielles ». Tout en divisant toujours les systèmes sociaux d'après leur type générique, « capitaliste » et « socialiste », R. Aron identifie cinq caractéristiques communes des sociétés industrielles qui ne se distinguent les unes des autres que par le degré de la réalisation de leur type commun. Aron a choisi le terme « société industrielle » au lieu de prendre comme concept historique majeur le concept de capitalisme, et le conçoit au sens de société technique « scientifique » ou « rationalisée ».

Les caractéristiques d'une telle société sont : 1) l'unité économique de base n'est plus

<sup>78</sup> Cf. pour cette distinction des tendances, P. Ch. LUDZ, *op. cit.* (3), p. 894.

une économie domestique : l'entreprise est, aujourd'hui, séparée de la famille ; 2) les formes développées de la division du travail dans les entreprises industrielles modernes ; 3) l'accumulation des capitaux dans les entreprises ; 4) l'esprit de l'économie et prévisions économiques ; 5) la concentration des forces productives dans les régions urbaines<sup>79</sup>. Il s'agit en effet de la typologie des types de société que Karl Bücher, économiste allemand, réduisait à la succession de trois étapes : l'économie domestique fermée, l'économie urbaine et l'économie nationale. Les caractéristiques qu'Aron évoque pour définir le type industriel de société coïncide évidemment avec le type d'économie nationale de Bücher. Toutes les sociétés industrielles comportent ces caractères communs à ce point de vue. On peut évidemment en évoquer d'autres.

Aron observe ensuite que, malgré les différences secondaires qui subsistent encore dans chaque système, on constate des tendances nettes de l'égalitarisme social et de l'égalité des chances dans tous les domaines, dont celui du pouvoir politique et de la possession. « Il n'y a pas de société (industrielle), dit-il, qui n'essaie de réaliser cette participation de tous à la vie politique... Toutes les sociétés et tous les régimes sont un effort pour concilier la hiérarchie avec l'égalité, la hiérarchie de pouvoir avec l'égalité humaine<sup>80</sup> ». Il insiste enfin sur le rôle important que joue, dans les deux cas, et dans les domaines privés ou publics, l'intelligentsia, technocratique ou non ; il introduit à cet effet la notion de « circulation des élites », entendant par là le renouvellement des catégories dirigeantes en période non révolutionnaire<sup>81</sup>. Sur ce point, il s'inspire, semble-t-il, des théories de Herbert Marcuse.

C'est sur ce raisonnement, estime Aron, qu'il est possible d'observer, malgré les divergences qui subsistent, des tendances progressives de la convergence entre l'Union soviétique et les États-Unis.

Ainsi on peut dire qu'Aron élabore à sa manière les thèses postulées déjà depuis 1944 par P. A. Sorokin. Mais on y trouve également une parenté presque directe entre le raisonnement de Aron et celui de Rostow et de Tinbergen. Comme ces derniers, Aron se sert de concepts analogues (société industrielle et ses types, modèle de croissance, étapes de croissance), présente les mêmes argumentations, tire les mêmes conclusions et en extrapole les mêmes prévisions. Il constate que certaines tendances fondamentales sont communes à toutes les sociétés industrielles et que toutes les sociétés industrielles convergent vers un nouveau type de société.

Mais Aron semble être moins catégorique qu'un Rostow ou Tinbergen. Il nous prévient que « toute prévision historique doit tenir compte de la pluralité des déterminations ou la possibilité des rencontres et des accidents<sup>82</sup> ».

Il pense qu'une convergence n'est plus qu'hypothétique et nullement démontrée, et même, à bien des égards, improbable. Il constate et souligne des différences qui subsistent selon le type de société et tout particulièrement selon le mode de propriété et de régulation des rapports économiques, l'intégration des économies nationales au marché international, l'influence dominante des consommateurs sur la distribution des biens et des services, la liberté des associations professionnelles, etc.<sup>83</sup>. Aron n'en conclut pas catégoriquement à une convergence inévitable, parce que « nul ne connaît le futur et celui-ci n'est pas prévisible<sup>84</sup> ».

Les sociologues comme R. Bendix, W. E. Moore, A. Inkeles, A. S. Feldman, et M. J.

<sup>79</sup> Raymond ARON, *Dix-huit leçons sur la société industrielle* (Collection « Idées »), Paris, Gallimard, 1962. Aron a développé ses idées aussi dans son ouvrage *La théorie du développement et l'interprétation historique de l'époque contemporaine*, dans *Le développement social* (symposium dirigé par R. Aron et Bert F. Moselitz), Paris, École Pratique des Hautes Études, Éd. Mouton et Cie, 1965, pp. 87-116.

<sup>80</sup> R. ARON, *op. cit.* (79), p. 86ss.

<sup>81</sup> Cf. R. ARON, *La lutte des classes : nouvelles leçons sur les sociétés industrielles* (Collection « Idées »), Paris, Gallimard, 1964, pp. 258-290.

<sup>82</sup> R. ARON, *op. cit.* (79), p. 375. L'auteur souligne.

<sup>83</sup> R. ARON, *Dix-huit leçons...*, *op. cit.* (79), pp. 104-107.

<sup>84</sup> R. ARON, *La lutte des classes* (81), pp. 308-309.

Levy junior, A. G. Meyer, et autres, avaient sensiblement varié les interprétations de Sorokin et Aron ; tous (excepté peut-être Levy, dont la position est plutôt nuancée) interprètent les thèses sur la convergence globale de façon beaucoup plus incrédule, allant même jusqu'à la réfutation. Les interprétations de ces auteurs se caractérisent en particulier par les innovations conceptuelles apportées récemment dans la sociologie et plus particulièrement par la sociologie américaine. On y voit nettement des tentatives de développer une macrosociologie comparée à l'aide des approches structurelles-fonctionnelles et faisant appel aux nouveaux concepts référentiels comme *industrialism*, *social change*, *modernization*, *social and political development*, *socialization and political culture*, et autres. C'est en appliquant cette nouvelle approche et en utilisant ces nouvelles références conceptuelles que ces auteurs s'efforcent de réinterpréter les théories de la convergence<sup>85</sup>.

Dans son analyse historico-sociologique comparant les effets de l'industrialisation en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Union soviétique, R. Bendix, un autre spécialiste dans la matière, a dégagé une série de différences et de ressemblances. Sa thèse fondamentale veut que le devenir des sociétés industrielles ait pour résultat essentiel de porter aux postes supérieurs de la société une nouvelle espèce d'hommes, avec une nouvelle idéologie qui leur est propre, notamment ceux qu'il appelle les *managers* et qui ont radicalement changé les structures sociales des sociétés modernes. Ce sont eux, les dirigeants du parti, les hommes politiques professionnels, les fonctionnaires de syndicats, les chefs d'entreprises, et autres technocrates qui tiennent le premier rang et les premières fonctions, et gouvernent les sociétés. À n'en pas douter, il s'agit du changement des types d'hommes dirigeants, qui ne ressemblent en rien ni par le recrutement, ni par la formation, ni par l'attitude ou la mentalité, aux dirigeants des sociétés anciennes<sup>86</sup>.

Il est cependant difficile de dégager des thèses générales soutenues par Bendix une nette convergence des systèmes typologiquement différents. Les changements profonds qui sont observés par Bendix dans les sociétés industrielles vont plutôt dans le sens d'un rapprochement accru en ce qui a trait à la transfiguration des structures, des fonctions et de la stratification sociales. En ce sens, le rapprochement n'est pas nécessairement un synonyme de la convergence, bien qu'on puisse l'identifier comme une variante de ce type. Il s'agit en fait d'un « marché commun au-delà des systèmes existants ».

Cependant, un autre sociologue américain, M. J. Levy junior, a perçu une convergence beaucoup plus nette. À ce point de vue, on peut le tenir pour le défenseur le plus décidé des théories de la convergence. Levy s'est inspiré sans doute des théories de la modernisation élaborées par D. E. Apter<sup>87</sup>, lesquelles l'ont conduit à conclure sur la convergence de deux types de systèmes.

Pour Levy, la modernisation est l'indication la plus certaine de la convergence, parce qu'elle conduit, dans l'ordre nécessaire, à l'uniformité structurelle, de toutes les sociétés industrielles modernes, quelle que soit leur origine historique<sup>88</sup>. Le degré de la modernisation d'une société se mesure, selon Levy, d'après le degré d'utilisation par les membres de la société des sources d'énergie et des moyens disponibles pour accroître l'efficacité des efforts investis dans le développement social<sup>89</sup>.

La thèse de Levy commet, à notre avis, l'erreur d'affirmer que la seule uniformité structurelle résultant du processus de la modernisation conduit inévitablement à une convergence des systèmes, alors que la convergence est nécessairement, comme nous l'avons vu, un processus pluridimensionnel (l'uniformisation des structures n'étant qu'une manifestation parmi d'autres, et pas nécessairement la plus importante).

Une tout autre interprétation de la convergence de type macrosociologique est celle de

<sup>85</sup> Cf. par exemple, J. WEINBERG, *op. cit.* (12).

<sup>86</sup> R. BENDIX, *Work and Authority in Industry*, N. Y., 1956.

<sup>87</sup> D. E. APTER, *The Politics of Modernization*, Chicago, 1965.

<sup>88</sup> M. J. LEVY Jr., *Modernization and the Structure of Societies : A Setting of International Affairs*, 2 vol., Princeton, 1966.

<sup>89</sup> LEVY, *op. cit.* (88), vol. 1, p. 11.

A. S. Feldman et W. E. Moore<sup>90</sup> qui réfutent tout simplement une convergence, même là où les manifestations de ce phénomène semblent être acquises (par exemple : changement des structures, de la stratification et de la différenciation sociales ; la division progressive du travail ; l'urbanisation rapide ; le rapprochement des systèmes d'éducation ; le rapprochement des systèmes de valeurs et d'attitudes sociales ; etc.).

Il est intéressant de noter que Feldman et Moore se servent de concepts, industrialisme pluralistique (« hiérarchie » et *skills*) ou élite technocratique, empruntés sans doute à d'autres théoriciens comme C. Kerr<sup>91</sup>, mais contrairement à leurs sources d'inspiration, leurs propres argumentations les ont poussés à nier la possibilité d'une convergence entre les systèmes de l'Est et de l'Ouest. Leurs argumentations principales reposent sur le fait que les similarités, les analogies et les rapprochements, si nombreux et si manifestes qu'ils puissent nous paraître, ne sont qu'extérieurs, superficiels et trompeurs, et que les écarts typologiques en sont toujours trop considérables.

Des positions semblables sont aussi défendues par d'autres spécialistes de la question comme A. Inkeles, R. A. Bauer, C. Kluckhohn et J. H. Goldthorpe<sup>92</sup>. Tous parlent de données empiriques, surtout de celles compilées par The Russian Research Center of Harvard University, et se servent d'approches macrosociologiques et tous arrivent à des conclusions semblables à celles de Feldman et Moore. Leur position à l'égard des thèses sur la convergence est nettement négative.

La réalité ne nous semble pas être aussi univalente. Plus on étudie les dernières données comparatives, observées dans les deux types de systèmes, plus on constate que la multiplication des éléments convergents est plus considérable que celle des éléments divergents. On peut même prétendre que le processus de la convergence s'affirme en progression géométrique, tandis que le processus de la divergence n'avance qu'en progression arithmétique. Autrement dit, les chances favorables à la convergence sont plus nombreuses que celles de la divergence. Une conclusion en faveur de l'un ou de l'autre des processus est toutefois inévitablement partielle.

### b) Tendance socio-philosophique et psychanalytique

Le représentant le plus éminent de cette tendance est Herbert Marcuse<sup>93</sup>, philosophe social plutôt que sociologue. D'après lui, l'humanité moderne est aliénée par la technologie inhumaine qui la dépasse. En ce sens, l'homme et avec lui la société moderne sont « unidimensionnels ». Les sociétés industrielles progressives se caractérisent, d'après Marcuse, par la « rationalisation de l'irrationnel », dont la manifestation se traduit par l'emprise du technique

<sup>90</sup> A. S. FELDMAN et W. E. MOORE, *Industrialization and Industrialism : Convergence and Differenciation*, in *Transactions of the Fifth World Congress of Sociology*, Vol. 2, Louvain, 1962, pp. 151-169.

<sup>91</sup> C. KERR, *Industrialism and Industrial Man*, Cambridge, 1960.

<sup>92</sup> A. INKELES and R. A. BAUER, *The Soviet Citizen*, Cambridge, 1959 ; A. INKELES, « Russia and the United States : A Problem in Comparative Sociology », in *Pitirim A. Sorokin in Review*, ed. P. J. Allen, Durham, N. C., 1963, pp. 225-246 ; A. INKELES, « Social Stratification in the Modernization of Russia », in *The Transformation of Russian Society*, ed. C. E. Black, Cambridge, 1960, pp. 338-350 ; Raymond A. BAUER, A. INKELES, and Clyde KLUCKHOHN, *How the Soviet System Works* (Cultural, Psychological and Social Themes) Russian Research Center Studies 24, Harvard University Press, 1964 ; J. H. GOLDTHORPE, in *The Development of Industrial Societies*, ed. P. Halmos, Keele, 1964 ; Z. BRZEZINSKI and S. P. HUNTINGTON, *Political Power USA/USSR*, Viking Press, N. Y., 1965.

<sup>93</sup> Herbert MARCUSE, *One Dimensional Man*, Boston, Beacon Press ; IDEM, *Eros and Civilization*, N. Y., Vintage Books ; IDEM, *A Critique of Pure Tolerance* (en collaboration avec d'autres auteurs), Boston, Beacon Press ; IDEM, *Reason and Revolution*, Boston, Beacon Press ; IDEM, *Soviet Marxism*, N. Y., Columbia University Press, 1963 ; IDEM, *Kultur und Gesellschaft*, Frankfurt/M ; IDEM, *Triebstruktur und Gesellschaft*, Suhrkamp, Frankfurt/M ;

rationalisé sur l'humain. L'homme moderne s'identifie avec son existence ainsi conditionnée et articulée et sublime de cette façon son aliénation : il s'y assimile et s'y encadre.

Cette participation caractérise, dit Marcuse, toutes les sociétés industrielles, de l'Ouest et de l'Est et toutes se servent du progrès du savoir technique pour dominer et non pour humaniser la vie en société. De plus en plus, l'homme devient un technicien, acquiert un savoir utilisable tandis que le savoir non opérationnel est de plus en plus considéré dans les deux systèmes comme plutôt subversif.

Les sociétés industrielles dans l'Ouest et dans l'Est éprouvent une nécessité irrésistible d'être administrées, de se servir du pouvoir pour manipuler les attitudes de l'homme dans le sens le plus profitable au développement social apparent. Il se forme ainsi un certain type de société inédite, mais apparemment normal et commun pour l'homme « moderne » et « unidimensionnel ». Nous en arrivons ainsi à la constatation que toutes les sociétés industrielles convergent inévitablement vers ce type de société comportant les mêmes caractéristiques.

### 3. Aspects politiques

Au point où sont parvenus les rapports politiques est-ouest, la continuation des tensions et même la menace d'affrontement favorisent à peine un rapprochement typologique des systèmes politiques. Les différences structurelles-fonctionnelles et celles du comportement de l'élite politique demeurent considérables. C'est ainsi que la possibilité d'une convergence dans le domaine politique est perçue comme beaucoup moins certaine, ou du moins bien limitée. De toute façon, on ne peut donner de réponse ni affirmative ni négative catégorique. Mais il y a des interprétations allant de l'affirmation à la négation.

Devant ces faits, où en est-on et sur quoi portent les possibilités ou les limites de la convergence des systèmes politiques ?

D'après certains interprètes, l'évolution en cours marquée par le fait que l'URSS ait admis la possibilité, depuis 1956, de la coexistence pacifique (bien que politiquement motivée) tend à réduire sensiblement les différences. Elle amorce un changement qui se traduit par une réalité politique trilogique nouvelle : convergence, coexistence et polycentrisme. En effet, on pense que plus on veut pratiquer la coexistence pacifique entre les deux types de systèmes (Est-Ouest), plus il est difficile de ne pas admettre la pluralisation au sein des blocs politiques (cf. polycentrisme) et plus on est forcé d'atténuer les divergences typologiques entre les systèmes Est-Ouest et de tendre mutuellement vers une conversion ne serait-ce que partielle.

Le premier à avoir découvert ce triple processus fut G. F. Kennan<sup>94</sup>. De ses interprétations il tire les propositions suivantes : avec le temps, les dirigeants soviétiques deviendront moins doctrinaires, plus raisonnables et plus communicatifs. Du même coup, les enjeux des tensions qui heurtent l'Ouest à l'Est perdront, graduellement, de leur intensité et d'autres modalités plus normales s'offriront aux relations Est-Ouest. Ainsi sonnera l'heure de la coexistence pacifique, et, progressivement, le bloc de l'Est aura dès lors perdu son homogénéité. Il n'y aura plus un centre, un modèle de système socialiste, mais un polycentrisme et d'autres variantes du socialisme remplaceront le monolithisme. Ces changements et les forces politiques qui s'en libéreront agiront dans le sens de la normalisation des relations Est-Ouest et conduiront les deux types de systèmes à un rapprochement politique. La tendance qui devrait, à long terme, l'emporter sera la conversion des systèmes.

À partir de ces prévisions dont certaines s'avèrent, aujourd'hui, réelles, Kennan a prévu une évolution qui pourrait être facilement assimilée à une théorie de la convergence. Cependant, il ne s'agit pas d'une convergence au sens de déplacement des deux systèmes vers une

---

IDEM, « The Problem of Social Change in the Technological Society, in *Le développement social* (symposium dirigé par R. Aron et Bert F. Moselitz), Paris, École Pratique des Hautes Études, éd. Mouton & Co., 1965, pp. 139-160. Toutes ces œuvres sont rédigées en anglais ou en allemand et traduites en d'autres langues dont la langue française.

<sup>94</sup> G. F. KENNAN, *Russia, the Atom and the West*, Princeton, 1957.



synthèse ou une hybridation-symbiose, mais bien une « submergence » des systèmes de l'Est par ceux de type « occidental ».

Le schéma de la convergence des systèmes politiques qui se dégage des raisonnements de Kennan semble avoir inspiré Tinbergen, Galbraith et Rostow dans la partie politique de leurs théories de la convergence. Leurs interprétations sont toutefois plus élaborées et plus nettement affirmatives. Ils admettent que la convergence des systèmes politiques adviendra simultanément avec la convergence socio-économique. Une autre différence qui les distingue de Kennan est leurs différences de versions. Tandis que Kennan dégage une convergence de type « submergence », Tinbergen, Galbraith et Rostow en prévoient une de type « synthèse » ou « hybridation-symbiose ». Nous avons déjà souligné l'importance que présentent les différentes façons de typologuer les phénomènes de la convergence.

Une autre interprétation intéressante de la problématique de la convergence nous est présentée par H. G. Skilling<sup>95</sup>. Son approche est celle d'une analyse systématique comparée des groupes d'intérêt et des conflits de pouvoir intergroupaux dans les sociétés industrielles de l'Ouest et de l'Est. Dans ses interprétations, Skilling se sert largement des études faites dans ce domaine par les spécialistes yougoslaves (comme J. Djordjevic) et tchécoslovaques (comme M. Lakotos et Ota Sik)<sup>96</sup>.

Le schéma que dégage Skilling est celui de la complexité structurelle de l'hétérogénéité sociopolitique de toutes les sociétés industrielles quel que soit leur type générique, capitaliste ou socialiste. Il y constate l'existence des compétitions et conflits intergroupaux ainsi que de luttes pour le pouvoir au sein de la bureaucratie, qui, ajoutons-nous, sont doublées par des rivalités et des compétitions d'idées et de personnalités. Skilling en conclut que, à tous ces égards, l'assise et la structuration des groupes sociaux ainsi que l'articulation des intérêts dans les deux cas sont parfaitement comparables. Quel que soit le type générique de systèmes politiques, économiques et sociaux, dans les sociétés industrielles, ils comportent nécessairement des groupes d'intérêt. Ceux-ci existent depuis toujours dans les pays occidentaux ; et dans le cas des pays se réclamant du socialisme, ils ont leur assise dans les partis communistes.

L'étude de Skilling est sans doute une tentative réussie en vue de dégager quelques ressemblances fondamentales des sociétés industrielles, de mettre à l'épreuve quelques concepts et une méthode d'analyse, et de dissiper certains mythes et préjugés, selon lesquels les différences typologiques entre les systèmes orientaux et occidentaux sont irréductibles. D'autres interprètes comme Philip D. Stewart<sup>97</sup>, Michael Gehlen<sup>98</sup>, Joel J. Schwartz et William D. Keech<sup>99</sup> et Milton C. Lodge<sup>100</sup>, sont aussi arrivés à des conclusions semblables.

<sup>95</sup> H. G. SKILLING, « Interest Groups and Communist Politics », in *World Politics* XVIII (1966), 3, pp. 435-451 ; IDEM, « Group Conflict and Political Change », in *Change in Communist Systems*, ed. by Chalmers Johnson.

<sup>96</sup> H. G. SKILLING and Franklyn GRIFFITH (eds.), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton, 1969. Cf. p. ex. les conceptions de Ota SIK, *K Problematice Socialistických zbožních vstahu*, Prague, 1965, éd. anglaise révisée et augmentée, *Plan and Market under Socialism*, N. Y., I.S.A.P., Academia, 1967, 382p. Cf. aussi son ouvrage *La vérité sur l'économie tchécoslovaque*, ainsi que « Socialist Market Relations and Planning », in *Socialism, Capitalism and Economic Growth*, ed. by C. H. Feinstein, Cambridge University Press, 1967, pp. 133-157 ; « On Problems of the Plan and the Market », in *Czechoslovak Economic Papers*, vol. 10, 1968, pp. 125-137 ; voir aussi « Rapprochement... », *op. cit.* (24).

<sup>97</sup> Philip D. STEWART, *Political Power in the Soviet Union*, N. Y., The Bobbs-Merrill Co. Inc., 1968 ; IDEM, « Soviet Interest Groups and the Policy Process : The Repeal of Production Education », in *World Politics*, XXII, (October 1<sup>st</sup>, 1969), pp. 29-50.

<sup>98</sup> Michael GEHLEN, « Group Theory and the Study of Soviet Politics », in *The Soviet Political Process : Aims, Techniques and Examples of Analysis*, Ginn and Co., Waltham, Mass., 1971, pp. 35-54.

<sup>99</sup> Joel J. SCHWARTZ and William KEECH, « Group Influence on the Policy Process in the Soviet Union », in *American Political Science Review*, LXIII, N° 3, (September, 1968), pp. 840-851.

<sup>100</sup> Milton C. LODGE, *Soviet Elite Attitudes Since Stalin*, Columbus, Ohio, Bell & Howell Co., 1969.

Z. Brzezinski et S. P. Huntington semblent être les auteurs les plus connus pour leur réfutation des théories de la convergence des systèmes politiques de type américain et soviétique. Sur ce point, ils sont parfaitement d'accord avec Inkeles et Bauer, dont nous avons déjà discuté. Dans leur étude comparative bien connue des systèmes politiques des États-Unis et de l'URSS<sup>101</sup>, Brzezinski et Huntington contestent, en particulier, une relation causale directe entre le développement des systèmes politiques et les étapes du développement économique. Tout en reconnaissant l'existence de certaines similarités structurelles-fonctionnelles et même certaines homogénéités des attitudes dans le domaine politique entre les É.-U. et l'URSS, nos auteurs montrent aussi, à l'aide d'une solide argumentation, d'importantes différences demeurant permanentes. Pour eux, le fait de vivre dans le même type de sociétés industrielles et de jouir du même bien-être (que ces sociétés réalisent grâce à la même technologie) ne conduit pas nécessairement à la démocratie pluraliste : les écarts dans l'emploi des techniques politiques y demeurent trop considérables.

On peut adhérer à ce genre de conclusions de nos auteurs. Il faut admettre que les ressemblances de la seule civilisation industrielle-technologique que l'on observe dans les deux types de société ne suffit pas pour aussi conclure à la convergence dans le domaine politique. Ceci est surtout vrai quant à la question importante des ressemblances dans les relations entre les quatre sous-systèmes à l'intérieur de chacun des deux systèmes : économique, social, politique et culturel. En fait, lorsque l'on parle de la convergence, c'est en réalité de celle des systèmes dans leur entité. Or, la plupart des auteurs raisonnent principalement sur le plan des structures industrielles-technologiques-gestionnaires et ne soulignent pas suffisamment les différences fondamentales qui subsistent entre les autres sous-systèmes sociaux. La reconnaissance d'une convergence dans le domaine économique et l'inadmissibilité de celle-ci dans les autres domaines sociaux est implicitement contradictoire, en particulier lorsqu'on admet le caractère indivisible du tout social. Et, dans le même ordre d'idées, il faut bien se garder de ne pas confondre une certaine convergence des structures technologiques-technocratiques opérationnelles avec les systèmes sociaux dont les dimensions politiques, culturelles, idéologiques et normatives sont suffisamment autonomes pour résister à l'absorption par les structures.

Avec des arguments semblables, Brzezinski et Huntington réfutent aussi l'existence d'un rapport positif entre convergence et coexistence. Et, en fait, le processus de la convergence des systèmes conçue comme le rapprochement accéléré des types par imitation mutuelle annule automatiquement la raison d'être de la coexistence, cette dernière ne pouvant se manifester que par la continuation des différences typologiques. Au reste, les auteurs semblent admettre la possibilité d'une « submergence » d'un système par l'autre, ce qui rend donc une coexistence inutile. De toute façon, nos auteurs refusent de s'interroger sur les perspectives, même lointaines, de la convergence dans le domaine politique. Tout ce qu'ils se proposent d'atteindre dans leur étude, c'est de mesurer, pour des fins d'analyse systémique la nature et le degré des ressemblances et des dissemblances comparatives entre les deux types de systèmes.

Sur ce point, ils montrent notamment que même si la convergence n'est pas (ou pas encore) engagée, certaines ressemblances structurelles-fonctionnelles peuvent être constatées, par exemple, la structuration et la mise en fonction des normes de légitimité politico-sociale. En revanche, ces ressemblances, aussi étendues qu'elles puissent nous paraître, ne mettent en cause ni les dissemblances typologiques dans les processus sociaux, comme la socialisation, la participation et la communication politiques, ni la différence du contenu sociopsychologique dans les systèmes de valeurs et les systèmes idéologiques se traduisant dans la politique. Il en est de même en ce qui concerne le processus des décisions politiques et le processus de recrutement du personnel et du leadership politiques. Dans tous ces processus, on peut observer aussi bien des ressemblances que des dissemblances. Mais l'évaluation quantitative et qualitative comparée de ces phénomènes dans leur totalité ne permet pas de conclure, avec certitude, à un processus de la convergence des systèmes politiques.

Les évaluations de Brzezinski et Huntington ainsi commentées sont certainement une des premières tentatives sérieuses pour analyser en politologues la phénoménologie que l'on

<sup>101</sup> Z. BRZEZINSKI and S. P. HUNTINGTON, *op. cit.* (92).

identifie trop hâtivement à celle de convergence. Le point le plus discutable de leurs propositions est leur conclusion sur le caractère unicitaire des systèmes politiques communistes, et en particulier de celui de l'URSS. L'idée n'est pas nouvelle, comme nous l'avons déjà signalé. Déjà, la plupart des spécialistes contemporains n'admettent plus cette thèse, et découvrent de plus en plus des similarités qui s'accumulent et font que les deux systèmes s'éloignent par leur évolution de leur type générique de base. Nous y adhérons aussi, sans toutefois être prêt à reconnaître une convergence inévitable des systèmes, dont les caractéristiques typologiques demeurent encore décisivement antinomiques.

Cette dernière version de la convergence des systèmes politiques a inspiré des théories subséquentes à d'autres auteurs comme R. Loewenthal, A. Dallin et Ph. F. Mosely, et autres. Mais ces auteurs présentent des versions à peine différentes de celles élaborées par Brzezinski et Huntington. On y trouve cependant des nuances et des évaluations nouvelles ainsi que des innovations méthodologiques provenant de réflexions personnelles.

#### IV – AFFRONTLEMENT DE DEUX POSITIONS : THÉORIES DE LA DIVERGENCE CONTRE LES THÉORIES DE LA CONVERGENCE

Une des grandes difficultés rencontrées par les théoriciens de la convergence résulte de la confusion qu'ils font entre l'émergence d'une société industrielle nouvelle et la démocratie. Selon les critiques, ce type de société n'est point un système de synthèse qualitative entre le bien-être économique et la liberté démocratique.

C'est à la suite de ces quelques confusions d'interprétation que s'est développée une importante controverse théorique ouvrant des voies à la réfutation des théories de la convergence.

Deux interprétations différentes en sont données. Selon la première, on ne peut parler de convergence mais bien de divergence ; selon la seconde, il faut, au lieu de spéculer sur la convergence ou sur la divergence, s'interroger sur la portée de l'évolution *sui generis* singulière de chacun des deux types de systèmes. C'est bien à partir de ces propositions que s'entretient la critique de toutes les théories et versions possibles de la convergence, sans cependant mettre en cause les réflexions mêmes sur ce problème.

Les théories et les interprétations de Brzezinski, Huntington, Aron, Inkeles, Thalheim, A. G. Meyer et autres, admettent l'évolution de tous les systèmes, ayant atteint un certain degré de maturité industrialiste, vers une « société industrielle nouvelle », où les éléments de la convergence apparaissent avec la même force affirmative que les éléments de la divergence. L'évolution est en cours et de ce fait son aboutissement est difficilement perceptible : toutes les combinaisons quantitatives et qualitatives des variables convergentes et divergentes sont possibles.

Les premières théories de la convergence sont apparues pour prévoir un rapprochement entre les États-Unis et l'Union soviétique, et Sorokin en était le précurseur. L'idée, que tous les systèmes de l'Ouest et de l'Est ayant atteint un certain degré de maturité industrielle marchent vers cette société nouvelle, est apparue plus récemment et présente un élargissement des théories de la convergence devenant ainsi une « convergence généralisée ». À cette deuxième version des théories, les critiques ont répondu de façon plus négative qu'à la première.

Un des arguments les plus forts des critiques veut que le rapprochement typologique des systèmes (s'il y en a un) ne progresse pas, et par conséquent, qu'il ne puisse aucunement abolir, ne serait-ce que partiellement, les différences qui continuent à subsister. Aujourd'hui comme par le passé, les sociétés industrielles demeurent divisées, à tous les égards, selon deux grands « systèmes » comportant des variantes et leurs populations, si conditionnées soient-elles, manifestent généralement des préférences et des aspirations à vivre dans le système qui leur est propre. Quant à la « troisième voie » dont nous avons aussi discuté, il semble que les « pays en voie de transition » sont eux aussi appelés, comme l'exprime Marie Lavigne, à choisir l'un

ou l'autre des systèmes, faute d'avoir trouvé une voie de développement qui leur soit propre, « le neutralisme » ne fournissant « aucune solution positive, sinon la possibilité de se faire aider des deux côtés à la fois... »<sup>102</sup>.

Certains autres critiques ont reproché aux théoriciens de la convergence d'avoir surestimé l'importance de la planification dans le prétendu processus de la conversion. Wolfe, Inkeles, P. Wiles et Ch. von Krockow, par exemple, s'efforcent de démontrer que l'emploi de techniques rationnelles de planification dans les deux systèmes ne conduit pas automatiquement aux manifestations de la convergence entre eux. Sur ce point, ils soulignent également une différence de nature, et non de degré, entre la « planification » (au sens système d'économie planifiée) et la programmation, c'est-à-dire la « planification » pratiquée dans les économies de marché. La planification au premier sens est, d'après les critiques, une fonction politique de l'État, qui est le propriétaire unique des moyens de production et le seul agent qui articule les rapports de propriété sociale et par là les interrelations socio-économiques. La programmation, par contre, pratiquée afin de « planifier » certains effets socio-économiques dans les économies de marché, est plutôt une fonction économique limitée, ne s'étendant pas par ailleurs à toute l'économie nationale et à tous les niveaux. Du reste, la programmation ne met pas en cause la propriété privée des moyens de production et, de ce fait, n'affecte guère les rapports socio-économiques.

Les critiques mettent enfin en cause l'efficacité de la planification dans les systèmes à propriété sociale des moyens de production. Selon Wiles et Wolfe, par exemple, l'Union soviétique, avec sa planification rigoureuse et totale (et prétendue « rationnelle »), n'a pas résolu, pas même en théorie, le problème de la liberté de choix pour les consommateurs et celui de l'autonomie de décision pour les dirigeants des entreprises<sup>103</sup>.

Pour les adversaires des théories de la convergence, les différences des structures de propriété demeurent assurément une preuve capitale de la divergence parce que ce sont elles qui déterminent le « comportement socio-économique ». Ils reprochent aux théoriciens de la convergence de n'avoir pas suffisamment tenu compte de ce facteur décisif qui à lui seul pourrait résister à toute conversion de l'économie planifiée en économie de marché ou inversement, ou qui encore pourrait entraver toute recherche vers une « troisième voie », c'est-à-dire une synthèse ou une symbiose des deux. Sur ce point, ils montrent aussi les différences dans le comportement des technocrates (ou *managers*) pour les deux cas. Tout en reconnaissant certaines ressemblances à cet égard, ils émettent de sérieux doutes quant à l'élargissement des pouvoirs de décision chez les technocrates soviétiques, pouvoirs qui pourraient atteindre ceux dont jouissent leurs homologues occidentaux (*managers*). Et, en fin de compte, disent les critiques, une société dominée et guidée par les technologues et technocrates ne sera pas nécessairement celle de type pluraliste ou de bien-être généralisé<sup>104</sup>.

C'est bien essentiellement sur ces imperfections intellectuelles ou méthodologiques des théories de la convergence que porte la critique. Cette dernière n'est cependant pas nécessairement inconditionnelle. Dans la majorité des cas, les critiques admettent la possibilité d'une évolution composite aboutissant à une « hybridation » entre des éléments convergents et divergents, s'unissant mutuellement. Une éventualité de la convergence, même à long terme, leur paraît cependant improbable ; ils admettent toutefois que tous les systèmes de type industriel parviendront à un degré de maturité socio-économico-politique tel qu'il leur imposera l'obligation de promouvoir le développement et la modernisation devenant complexes selon des méthodes et des principes similaires.

<sup>102</sup> M. LAVIGNE, *op. cit.* (69), p. 482.

<sup>103</sup> Cf. P. WILES, « Will capitalism and communism spontaneously converge ? », in *Encounter* 20, 1963, 6, pp. 85ss. ; B. D. WOLFE, « A Historian Look at the Convergence Theory », in *Sidney Hook and the Contemporary World*, ed. by O. W. Kurtz, N. Y., 1968, pp. 54-75.

<sup>104</sup> Cf. INKELES, *op. cit.* (92), *Social stratification*, p. 235ss. ; Ch. v. KROCKOW, *Soziologie des Friedens*, 3 *Abhandlungen zur Problematik des Ost-West-Konflikts*, GUETERSLOH, 1962, p. 183ss.

## DEUXIÈME PARTIE

### RÉFUTATIONS DES THÉORIES DE LA CONVERGENCE PAR LES SCIENTISTES D'OBÉDIENCE MARXISTE

#### I - PRISES DE POSITION ET CRITIQUES

Comme nous avons pu le constater à travers nos analyses, les théories de la convergence comprennent plusieurs thèmes, se présentent sous différentes versions, et leur contenu n'est pas toujours neutre par rapport aux prises de position axiologiques. Nous avons également observé que c'est surtout à cause des deux dernières interprétations que ces théories sont critiquées. Nous allons maintenant étudier les raisons pour lesquelles elles sont si vigoureusement combattues par les scientifiques de l'Europe de l'Est.

D'après les sources soviétiques, l'idée même d'« identité » entre socialisme et capitalisme et, par là, une « synthèse » entre les deux systèmes est l'œuvre de l'école néolibérale allemande apparue vers les années trente et dont les représentants les plus engagés sont les économistes allemands Erik Bettcher, Karl Talheim, les économistes américains Abram Berjen et Marshal Goldman, ainsi que le sociologue français Raymond Aron<sup>105</sup>. Cette école néolibérale et les auteurs qui partagent ses théories prônent, disent les sources en question, le rapprochement inévitable, une synthèse, des deux systèmes.

Certains auteurs occidentaux, comme Brzezinski et Huntington prétendent que le seul pays de l'Est qui combatte à vrai dire les théories de la convergence est l'Union soviétique. Cette affirmation ne semble pas être tout à fait exacte. En effet, nous avons également trouvé de très solides réfutations chez les auteurs de la République démocratique allemande (RDA). Il reste à vérifier dans quelle mesure les autres pays de l'Europe de l'Est demeurent « indifférents » ou ne se sont pas encore prononcés définitivement.

Dans notre aperçu des critiques et des réfutations des théories de la convergence par les auteurs d'obédience marxiste, nous nous référons avant tout aux sources soviétiques et à celles de la RDA.

#### 1. Les différents aspects des critiques et réfutations

À peu près tous les auteurs dans ces deux pays évaluent les théories en question de façon négative. Les réfutations ne sont toutefois pas neutres, et ont un contenu normatif-axiologique et idéologique sous-jacent.

De ces sources provient l'accusation selon laquelle les théories de la convergence sont conçues pour défendre le capitalisme et l'impérialisme (en voie de dépérissement) et pour combattre l'inévitabilité historique de l'avènement du socialisme<sup>106</sup>. Ainsi la notion de con-

<sup>105</sup> Cf. V. SMOLYANSKY, *Soviet Economic Reform and its Critics*, Novosti Press Agency Publishing House (sans date), pp. 31-32.

<sup>106</sup> Cf. Guenther ROSE, *Was steckt hinter der Konvergenztheorie?*, Dietz Verlag, Berlin (Est), 1969 ; IDEM, « Die "Theorie der Industriegesellschaft" in der Ideologie und Politik des Imperialismus », in *Wissenschaftliche Zeitschrift, Humboldt-Universität Berlin, gesellschaftliche-und sprachwissenschaftliche Review*, 14 (1965), 1, pp. 103-121 ; IDEM, « Der Ursprung der Legende von der Angleichung des Sozialismus an den Kapitalismus », in *Deutsche Aussenpolitik*, Berlin, 11 (1966), 12, pp. 1 497-1 506 ; IDEM, « Zur Genesis und Funktion

vergence a, pour ces auteurs, une connotation idéologico-politique futile et, comme telle, n'est pas acceptée dans la sémantique scientifique ou philosophique du marxisme-léninisme. On évalue les théories de la convergence comme un produit accessoire du développement plus récent du capitalisme et de sa transfiguration en capitalisme monopolistique d'État <sup>107</sup>. En ce sens, les théories de la convergence expriment une « apologie du capitalisme » (cf. G. Rose). Le concept de convergence n'est pas, disent ces auteurs, un concept scientifique et sa raison d'être est de remplir certaines fonctions politico-idéologiques ; il est notamment, comme s'exprime G. Rose, un produit de planification de la « Ostpolitik » américaine <sup>108</sup> et une arme idéologique dans la lutte contre le socialisme <sup>109</sup>. Pour Rose en effet, les théories de la convergence représentent une diversion idéologique anticommuniste visant l'intrusion économique, politique et diplomatique de l'impérialisme dans le système du socialisme, et dont le but est d'assurer une survie du capitalisme <sup>110</sup>. D'autres « fonctions internes » des théories de la convergence veulent, toujours d'après Rose : 1) nier et falsifier le caractère historique inévitable de remplacement du capitalisme par le socialisme ; 2) contester la nécessité absolue de la lutte organisée de la classe ouvrière contre le système et s'efforcer de l'intégrer dans ce système <sup>111</sup>. Les autres interprètes est-allemands et soviétiques, et présument tous les autres auteurs des pays de l'Europe de l'Est, partagent cet avis <sup>112</sup>. Pour eux, la théorie de la convergence n'est pas une simple théorie parmi d'autres à réfuter, mais bien une diversion idéologique qui les engage dans la lutte des idéologies <sup>113</sup>. L'auteur soviétique M. B. Mitine qualifie les théories de la convergence comme des idées les plus centrales de la stratégie de l'anticommunisme <sup>114</sup>.

À cette première prise de position critique s'en ajoute une autre, celle de la réfutation et de l'évaluation analytique différenciée des divers aspects des théories de la convergence et de leurs auteurs. Les critiques en question visent non seulement les théories de la convergence, mais une série d'autres théories et doctrines comme « la conciliation des classes », l'apparition de la « classe moyenne », le « capitalisme organisé et populaire », « l'économie de marché social », la dispersion de « la propriété privée », ou *welfare state*, la doctrine du *containment* et du *roll back*, le *bridge-building*, la « nouvelle flexible Ostpolitik » et « l'évolution par rapprochement », la « troisième voie vers le socialisme », le « socialisme de marché », « l'embourgeoisement », des systèmes socialistes, transformation du capitalisme à un système « socialiste humaniste », la « deuxième révolution industrielle et nouvelle société industrielle »,

---

der « Industriegesellschaft », in *Zeitschrift fuer Geschichts-Wissenschaft*, Berlin 15 (1967), 1, pp. 20-45 ; IDEM, *Industriegesellschaft und Konvergenztheorie Genesis, Strukturen, Funktionen*, Berlin (Est), 1969 ; G. P. DAVIDIUK, *Kritika teorii « edinogo industrialnogo obshchestva »*, Nauka i tekhnika, Minsk, 1968 ; V. STOLIAROV et K. RUM, « Die "Konvergenztheorie", bourgeoises Zerrbild gesellschaftlicher Wirklichkeit », in *Einheit*, Berlin (Est), 23 (1968), 10, pp. 1 247-1 259 ; V. CHERPAKOV, « Teoria Konvergensii i deistvitelnost' », in *Voprosy Ekonomiki*, Moscou, 1968, 2, pp. 87-96 ; E. BREGEL, « Teoria Konvergensii dvukh ekonomicheskikh sistem », in *Mirovaia ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniia*, Moscou, 1968, 1, pp. 15-28 ; H. KESSLER, « Konvergenztheorie und Kultur », in *Einheit*, Berlin (Est), 1968, 23, 4/5, pp. 538-545, et autres.

<sup>107</sup> Cf. les auteurs cités dans la note précédente.

<sup>108</sup> G. ROSE, *op. cit.* (106).

<sup>109</sup> H. KESSLER, *op. cit.* (106).

<sup>110</sup> G. ROSE, *Was steckt ...* (106), pp. 10-18.

<sup>111</sup> IDEM, *op. cit.* (106), p. 29.

<sup>112</sup> Cf. par exemple, Tu. V. IKONITSKIY', « Sovremennye burzhuaiznye teorii Konvergensii », in *Sovetskoe gosudarstvo i pravo*, Moscou, 1967, 9, pp. 141-142 ; G. P. DAVIDIUK, *op. cit.* (106).

<sup>113</sup> Cet aspect de la question est surtout souligné par les interprètes soviétiques.

<sup>114</sup> M. B. MITINE, « Tyeoriyi konvergensii i ikh sotsialnaya funktsiya », in *Sovremennye burzhouaznye tyeoriyi o sliyanii kapitalizma i sotsializma : kriticheskii analiz*, Naouka, Moscou, 1970 (Académie des Sciences de l'URSS), p. 16.

la « désidéologisation », et autres, que l'on considère comme les prédécesseurs des théories de la convergence ou associées à elles.

Le sociologue soviétique V. S. Sovryemyenne affirme que les théories de la convergence sont la suite logique à laquelle ont abouti toutes ces théories qui les ont précédées<sup>115</sup>. Les théories de la convergence ne sont cependant pas la somme de ces théories, mais précisément l'aboutissement. Elles ne sont non plus identiques avec l'une ou l'autre de ces théories, par exemple, avec les théories sur la « société industrielle intégrale ».

Cette dernière, en effet, est fondée essentiellement sur le rapprochement structuro-fonctionnel des systèmes économiques, tandis que la convergence touche tous les domaines de la vie sociétale : activités et comportement socio-économique, structures sociales et les tendances de leur développement, système politique et culture politique, science, éducation, idéologie, etc. En un mot, la convergence est comprise par les interprètes soviétiques, tout comme par les théoriciens occidentaux, comme un processus pluridimensionnel.

Un autre aspect intéressant la réfutation des théories de la convergence par les interprètes communistes concerne l'association de ces théories à la doctrine de la coexistence. Sur ce point, deux affirmations sont applicables. Premièrement, on conteste toute interrelation génétique entre la coexistence et la convergence (ce sur quoi insistent certains théoriciens occidentaux). Deuxièmement, la coexistence pacifique ne porte, selon eux, que sur certains domaines non liés à l'idéologie : la coexistence des idéologies est notamment inadmissible et inconcevable. Elle est en effet une expression de la lutte des classes sur le plan idéologique dans les conditions de la paix internationale. C'est d'ailleurs pour cette raison-là que les auteurs d'obédience marxiste se dressent avec tant de détermination contre les thèses sur la « désidéologisation » (ou désaffiliation idéologique). La connexité des théories de la convergence à la théorie de la coexistence est interprétée par ces auteurs comme une offense à l'idéologie marxiste-léniniste.

Dans leurs recherches de l'origine des théories de la convergence, les interprètes communistes déduisent d'abord des théories socio-économiques se rapportant aux conceptions de la société industrielle nouvelle et intégrale<sup>116</sup>. Ces conceptions ont attiré aussi les prédécesseurs de ces théories comme Saint-Simon, H. Spencer, Ch. Darwin et même Max Weber. En ce qui concerne l'approche qu'on y applique, c'est bien celle de l'historiosophie critique ; l'approche empirique quantitative est à peine appliquée. D'autre part, on s'efforce d'évaluer tous les autres aspects des théories de la convergence récente, en particulier les aspects socio-philosophiques, politico-économiques, sociologiques et culturo-philosophiques. Une autre caractéristique de l'approche en question est qu'elle est de type macrosystémique. Contrairement aux théoriciens de la convergence, les critiques d'obédience marxiste procèdent à leur réfutation en invoquant d'abord les données les plus antinomiques qui séparent irréductiblement les deux types de systèmes (par exemple, le régime de propriété).

Les différences dans les prises de position se doublent ainsi par les différences méthodologiques, les approches des théoriciens de la convergence étant, soit essentiellement micro-systémiques, ou celles qui combinent macro-analyse avec micro-analyse.

Les auteurs les plus visés par la critique (et la réfutation) sont, en particulier, Kennan, Sorokin, Brzezinski, Huntington, Aron, Rostow, Tinbergen, Galbraith. On leur reproche d'être des vulgarisateurs soit du « libéralisme social bourgeois » (Galbraith), soit du « réformisme social démocrate » (Tinbergen) ou tout simplement d'être des promoteurs de la pensée impé-

<sup>115</sup> V. S. SYEMYONOV, « Osnovnye tchyerty i sotsialny' smysl bourzhouaznoy' tyeoriyi konvergentsiyyi », in *Sovryemyennyye...*, op. cit. (114), p. 22.

<sup>116</sup> Cf. A. WETZEL, *Ueber die buergerlich-soziologische Theorie des wirtschaftlichen Wachstum, Eine kritische Studie ueber « Theorien » von W. A. Lewis und W. W. Rostow* (Dissertation), Berlin (Est), 1962 ; M. B. MITINE, V. S. SYEMYONOV, « Dvizhenie chelovechestva k komunizmu i burzhaznaia koncepcia "edinovo industrialnovo obchestva" », in *Voprosy filosofii*, Moscou, 1965, 5, pp. 35-47 ; G. ROSE, op. cit. (106) ; D. NOSKE, « Industriegesellschaft », *Ideologie und Wirklichkeit*, in *Deutsche Zeitschrift der Philosophie*, Berlin (Est), 1966, 2, pp. 178-190.

rialiste agressive (Kennan, Rostow, Aron). On avance des affirmations selon lesquelles les théories de ces auteurs expriment bien l'état des contradictions historiques aiguës qui opposent aujourd'hui socialisme à l'impérialisme.

## II – LA PORTÉE DES CRITIQUES ET DES RÉFUTATIONS

Les critiques et les réfutations portent sur différents aspects des théories de la convergence. Et on peut les classer en quatre groupes : 1) le caractère généralement non scientifique des théories ; 2) la surestimation des aspects qualitatifs ; 3) la validité douteuse de la périodisation historique de développement des sociétés ; 4) l'évaluation différente des structures économiques et politiques.

### 1. Caractère non scientifique des théories de la convergence

Les auteurs communistes s'objectent catégoriquement à la validité scientifique des théories de la convergence et présentent leur propre version « scientifique » du système socialiste en vouant du même coup le système capitaliste prédéterminé, historiquement, à la disparition<sup>117</sup>.

En gros, on présente le modèle socialiste comme étant un système socio-économique historiquement et typologiquement ultime, lequel assure l'unité structurelle-fonctionnelle relationnelle cohérente entre les forces productives et les forces de production. La victoire définitive de ce système étant inévitable, la possibilité de perpétuer le capitalisme est contestée, et ceci parce que la conversion des systèmes est jugée inconcevable.

L'inévitabilité de l'avènement du socialisme à l'échelle mondiale ainsi que son caractère historiquement ultime sont évalués aussi bien selon les réalisations qu'il a à son actif que, selon les virtualités et les finalités historico-humanistes, qu'il prétend contenir.

Depuis peu, les auteurs soviétiques cherchent à présenter cet ordre politique ultime en termes d'analyse systémique et lui reconnaissent le caractère d'un système constitué d'innombrables sous-ensembles avec toutes leurs propriétés structurelles-fonctionnelles et leurs interrelations que l'on retrouve dans les autres sociétés modernes.

Si l'on interprète la question en ces termes, le schéma dressé est un schéma de l'histoire de l'humanité, où les différents systèmes socio-économico-politiques aboutissent progressivement, et avec la détermination historique, au socialisme comme à son épanouissement ou à son accomplissement ultime. Dans ce schéma, il n'y a pas de place pour une convergence des systèmes, à moins que ce ne soit par la « submergence » d'un système (« capitaliste ») par l'autre (« socialiste ») ; cette dernière hypothèse nous permettrait d'ailleurs de supposer une théorie soviétique de la convergence, ce à quoi s'objecteraient tous les auteurs d'obédience marxiste-léniniste.

Quant au caractère historiquement ultime du système socialiste (lequel : version soviétique, yougoslave, chinoise ?) il reste à démontrer, comme le remarque à juste titre Charles Bettelheim<sup>118</sup>, si le système socialiste, sous sa forme actuelle, est définitif ou seulement sur le point de se réaliser, ou encore représente des formations socio-politico-économiques en transition ayant seulement accompli des œuvres préparatoires devant permettre de conditionner l'avènement du socialisme authentique.

<sup>117</sup> Cf. p. ex., M. N. PERFILIEV, *Kritika burzhuaznykh teoriy o sovetskoy politicheskoy sisteme* (Académie des Sciences de l'URSS), Nauka, Léninegrad, 1968 ; V. STOLAROV, K. RUM, *op. cit.* (106), p. 1248ss.

<sup>118</sup> Charles BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1970, 270p., cité par M. LAVIGNE, *op. cit.* (69), pp. 482-483.



En somme, il n'y a aucune raison d'admettre que les critiques et les réfutations des théories de la convergence par les interprètes communistes sont plus scientifiques que les théories elles-mêmes : elles demeurent plutôt doctrinales et idéologiquement engagées.

## 2. Surestimation des aspects qualitatifs : prémisses idéologiques

Dans l'interprétation des auteurs d'obédience marxiste, les systèmes socialistes représentent un ensemble des relations socio-économico-politico-culturelles fondées sur un équilibre fonctionnel-relationnel entre les forces productives et les forces de production. C'est une formation sociétale dont le développement est en pleine concordance avec les lois objectives de l'histoire, et dont l'aboutissement ultime est le communisme. Le cours de ce développement ne peut nullement être affecté par des facteurs auxiliaires ou accessoires de ces lois de l'histoire, comme l'état de la technologie de production, le changement dans le comportement des consommateurs, ou les changements dans les structures de production.

Depuis peu, les interprètes communistes semblent ne plus nier le phénomène de la diversification de tous les systèmes contemporains, quel que soit leur type, en sous-systèmes dont l'unité de base représente les groupes professionnels et les classes sociales articulant et défendant leurs intérêts. Dans leur analyse de ces phénomènes, ils emploient de plus en plus l'approche systémique admettant par là la nature systémique de la société socialiste, avec toutes ses caractéristiques habituelles.

À la différence des interprètes occidentaux de la phénoménologie sociale, les interprètes communistes présentent au monde le système socialiste comme la formation sociale dans laquelle sont supprimées toutes les contradictions antagonistes intra-systèmes, et dans laquelle tous les sous-systèmes et les sous-ensembles sociaux sont parfaitement intégrés dans un tout fonctionnel cohérent<sup>119</sup>. Il s'agit en quelque sorte de la réalisation d'un type idéal de système au sens weberien de l'expression.

Il est dans la logique des choses que ces prises de position ne laissent aucune place à une réflexion sur la phénoménologie et les théories de la convergence.

## 3. La validité douteuse de la périodisation historique du développement des sociétés

Les théoriciens communistes contestent toutes les périodisations de l'évolution historique des sociétés qui ne sont pas conformes au schéma dressé par le marxisme. C'est bien en raison de cette position qu'ils réfutent, sans toutefois présenter une critique scientifiquement incontestable, la périodisation élaborée par W. W. Rostow (dont nous avons discuté). Les dissensions portent en particulier sur les propositions de Rostow selon lesquelles le développement sociétal peut se « périodiser » suivant les indices extérieurs et les étapes du développement technologique des forces de production. D'après les thèses marxistes bien connues, le développement adéquat des forces de production est conditionné uniquement par l'action de la classe ouvrière ou, respectivement, par le parti communiste qui est son émanation<sup>120</sup>.

Quant au développement de la science et de la technologie dans les pays socialistes, il dépend, nous disent les sources communistes, de la planification socio-économique globale préparée (scientifiquement) par les partis communistes.

Ici, de nouveau, aucune conversion entre les conceptions et les techniques marquant chaque système n'est admise ou considérée comme concevable : elles ne sont pas des alternatives mais des antinomies.

<sup>119</sup> Cf. STOLJAROV et RUM, *op. cit.* (106) ; *Sotsiologia v SSSR*, 2 tomes, ed. Mysl, Moscou, 1966.

<sup>120</sup> Cf. D. NOSKE, « Konvergenztheorie — Ausdruck illusionärer Erwartungen und ideologischer Aggressivität » in *Deutsche Zeitschrift fuer Philosophie*, Vol. 16, 1968, p. 779.

En somme, les théories de la convergence sont jugées par les interprètes d'obédience marxiste comme des conceptions sans perspective et dépourvues de toute scientificité : elles ne sont qu'un agnosticisme historiosophique <sup>121</sup>.

#### 4. Évaluation différente des structures économiques et politiques

Le régime de propriété constitue le fait le plus important qui sépare irréductiblement les interprètes marxistes des théoriciens de la convergence. La propriété privée des moyens de production reflète, dans l'opinion des marxistes, le caractère de classe de la société capitaliste. Elle est aussi caractéristique pour ce type de société que l'intérêt pour le profit privé du monopole organisé et l'exploitation de l'homme par l'homme qui s'ensuit. Les structures économiques et leur fonctionnalité sociale typiques, exclusivement aux sociétés de type capitaliste, ne peuvent point être atténuées et encore moins supprimées par le progrès technologique et par la production et la consommation de masse. Les interprètes en question affirment qu'il ne peut y avoir d'aucune façon une conversion structurelle-fonctionnelle des systèmes, même si certaines techniques employées peuvent sembler similaires. Ainsi, par exemple, l'emploi des méthodes mathématiques de la planification ou la fonctionnalisation sociale de la propriété privée par l'intervention de l'État n'écarte guère les différences typologiques fondamentales entre le capitalisme et le socialisme. En somme, disent les critiques, il faut bien distinguer entre l'optimisation fonctionnelle des décisions et le contenu social des décisions <sup>122</sup>.

On y voit bien également la réfutation d'un autre aspect des théories de la convergence.

### TROISIÈME PARTIE

## ÉVALUATION COMPARÉE : CONVERGENCE ET DIVERGENCE

### I - LES IMPERFECTIONS DES THÉORIES DE LA CONVERGENCE

De nos analyses qui précèdent, on peut tirer la conclusion générale que les théories de la convergence peuvent s'interpréter de plusieurs et différentes manières. En somme, il y a plusieurs théories de la convergence, bien qu'elles ne soient pas irréductibles. Mais elles ont toutes à leur manière apporté une innovation méthodologico-thématique dans les sciences sociales : elles ont rompu avec la tradition scientifique d'interpréter la phénoménologie du « soviétisme-communisme » exclusivement sous le prisme du concept de totalitarisme. Les théories de la convergence ont certainement rehaussé l'importance de la méthode systémique comparative. Un des mérites principaux de ces théories est certainement d'avoir donné une nouvelle orientation aux études typologiques de relations Est-Ouest, d'avoir posé les questions d'une autre façon.

<sup>121</sup> Cf. G. ROSE, *Die « Theorie der Industriegesellschaft »*, op. cit. (106), p. 110ss.

<sup>122</sup> Cf. Herbert MEISSNER, « Marxismus und Konvergenztheorie », in *Wirtschaftswissenschaft*, 16, 1968, N° 5, pp. 712ss. ; IDEM, *Konvergenztheorie und Realitaet*, Akademie-Verlag, Berlin (Est), 1969, 176p. ; E. BREGEL, op. cit. (106), pp. 25-27.

Les théories de la convergence ne semblent pas encore être des théories strictement empiriques-analytiques. Elles ne sont pas non plus neutres des prémisses extrascientifiques. Ces théories ont peut-être aussi une fonction politique à remplir dans la réorientation de la politique occidentale envers les pays de l'Europe de l'Est. En effet, la thèse de la convergence peut certainement servir de justification, par exemple, pour une politique « d'ouverture à l'Est ».

Sur ces points, des théoriciens de la convergence, comme Rostow et Tinbergen ont sans doute rendu un service bénéfique aux recherches systémiques comparées. Ils ont, du même coup, découvert une nouvelle dimension dans la politique internationale pratique qui était tellement confuse à l'époque de la guerre froide avec toutes les impasses que l'on connaît.

Par leurs analyses historiosophiques, anthropologiques, socio-économiques et politiques, les théoriciens de la convergence cherchent à découvrir dans le processus de l'évolution de deux systèmes vers des sociétés industrielles (phénomène qui n'est contesté par personne) des structures et des fonctions sociales semblables. Cette recherche porte en particulier sur la possibilité de mesurer la nature, les dimensions, les degrés, les perspectives de l'évolution en cours dans des contextes historiques donnés.

Tant que ces théories réussissent à prendre une place qui leur convient parmi les sciences sociales, elles peuvent ainsi avoir une influence non négligeable sur le comportement décisionnel des hommes politiques de l'Ouest et de l'Est. D'ailleurs, la similarité comparable de ce comportement est un des éléments les plus importants des théories de la convergence. D'autre part, il y a une réciprocité entre le comportement politique décisionnel des hommes d'État de l'Est et de l'Ouest et les théories de la convergence. En réalité, l'articulation du comportement en question peut modeler les conceptions et vice versa. Autrement dit, l'un est « challengeur » de l'autre et, pourtant, le dernier mot n'est pas encore dit.

Une des faiblesses des théories de la convergence la plus souvent dénoncée par leurs adversaires est sans doute la tendance générale d'absolutiser des exactitudes de certaines conclusions tirées parfois de phénomènes momentanés, passagers ou accidentels. C'est ainsi que la portée de certaines descriptions, explications et généralisations est parfois démesurée ou disproportionnée. Cela s'explique, peut-être, d'abord par la jeunesse et les complexités phénoménologiques de ces théories ainsi que par les buts intellectuels poursuivis. Ces théories sont nées, en effet, sous l'impulsion d'une certaine phénoménologie historique à laquelle il fallait donner une explication. Mais, par l'identification des erreurs et par la théorisation subséquente, on arrivera sans doute à corriger les imperfections.

## II - ÉVALUATION DES INTERPRÉTATIONS DES AUTEURS D'OBÉDIENCE MARXISTE

Des critiques des théories de la convergence, par les auteurs d'obédience marxiste (surtout soviétiques et est-allemands), nous avons vu que la réfutation porte non seulement sur les théories mais aussi sur l'existence même de la phénoménologie de la convergence. La façon dont ils font leur approche et apprécient la question nous paraît aussi particulière. Leur appréciation est nettement négative. Pour eux, les théories de la convergence sont un nouveau moyen de valeur douteuse au service d'une fin politique. Ils nient tout simplement l'éventualité à l'effet que les systèmes capitalistes et les systèmes socialistes, du seul fait qu'ils montrent certaines caractéristiques communes apparentes des sociétés industrielles, puissent, dans leur évolution ultérieure, aboutir à une convergence. Qu'une évolution historique ne puisse abolir les différences typologiques entre ces deux types de système, voire qu'elle en crée de nouvelles encore plus prononcées, leur apparaît indéniable.

Dans une exception notable à cet égard figurent quatre auteurs marxistes de choix, Georgy Lukács, Ota Sik, A. D. Zakharov et P. L. Kapitsa. Leurs interprétations des théories et de la phénoménologie de la convergence se distinguent sensiblement de toutes les autres interprétations marxistes. Pour des raisons techniques, nous n'en tenons pas compte ici.

Les auteurs d'obédience marxiste interprètent les théories de la convergence comme une théorie antimarxiste, une alternative au marxisme-léninisme et comme une stratégie politique antisoviétique qui en dérive.

Une telle prise de position est certainement une manifestation d'irréductibilité des sciences sociales « occidentales » de celles développées en Europe de l'Est : un accommodement des points de vue y apparaît inconcevable. C'est dans la reconnaissance *a priori* de certaines prémisses axiomatiques par les marxistes que réside toute la difficulté d'un dialogue entre ces deux types des sciences sociales. Le fait qu'en Union soviétique la sociologie empirique n'ait été reconnue comme science que lentement (et restrictivement) depuis seulement 1958<sup>123</sup> ne fait que rendre plus intenses les disputes. Et encore, cette sociologie n'est toujours qu'une « sous-discipline » du matérialisme historique.

Les théories de la convergence, ou plus exactement la réfutation de ces théories, sont toujours analysées en liaison avec d'autres théories « auxiliaires » comme la théorie de la « société industrielle ». À ce propos, soulignons une fois de plus que les interprètes communistes rejettent inconditionnellement toute idée d'une convergence et y opposent la théorie (mieux : doctrine) de la divergence irréductible définitive. C'est précisément dans la reconnaissance de la loi historique de la divergence irréductible entre le socialisme et le capitalisme que les théoriciens communistes voient dans les théories de la convergence une altération dangereuse des théories marxistes-léninistes. D'où un affrontement sans issue entre deux « vérités », dans lequel chacun maintient ses convictions.

Le développement plus récent des sciences sociales en Union soviétique laisse constater qu'on s'y intéresse de plus en plus intensivement aux *area studies* et aux systèmes socio-économico-politiques occidentaux, ainsi qu'aux diverses théories et la pensée politique « occidentales » (en particulier anglo-américaines). Les théories de la convergence et celles de la « société industrielle » y tiennent la place de choix. À cet effet, on a même constitué, il y a trois ans à peine, un institut spécial de l'Académie des Sciences de l'URSS dans le but d'étudier les « tendances idéologiques bourgeoises » (l'Institut en question s'appelle : *Nauchny' sovet po problemam zarubezhnykh ideologicheskikh techeniy' pri Sektii obshchestvennykh nauk Prezidiuma AN SSSR*).

L'Institut a déjà publié quelques études sur certaines questions qui nous intéressent ici<sup>124</sup>. Il a également publié des traductions de certaines œuvres occidentales dont celles de Rostow, de Galbraith, et de Tinbergen, traitant de la problématique de la convergence. Et on peut attendre d'autres études, critiques et réfutations sur cette question. À cet égard, on constate toujours une constante : toute action en Occident provoque une réaction égale à l'Est, et inversement.

## EN GUISE DE CONCLUSION

L'étude précédente présente une introduction, un aperçu schématique des théories de la convergence. Elle n'expose pas par conséquent la globalité de la problématique. Elle n'expose pas non plus des théories qui s'opposeraient à celles déjà élaborées ou les confirmeraient. Elle ne fait que décrire l'état des théories et des hypothèses de la convergence.

<sup>123</sup> Cf. *Sotsiologia v SSSR*, op. cit. (119) ; *Soziologie in der Sowjetunion Ausgewählte sowjetische Abhandlungen zu Problemen der sozialistischen Gesellschaft*, édité, introduit et traduit par René Ahlberg, Édition Rombach, Freiburg im Breisgau, 1969, 235p. ; *Marxism and Sociology, Views from Eastern Europe*, ed. by Peter L. BERGER, N. Y., Appleton-Century-Crofts, 1969, 246p. ; Zev KATZ, « Sociology in the Soviet Union », in *Problems of Communism*, May-June, 1971, vol. XX, pp. 22-40.

<sup>124</sup> Cf. *Leninizm i borba protiv bourzhouaznoy' ideologiyi i antikommunizma na sovremennom etape*, Naouka, Moscou, 1971, 302p. ; V. S. KAPYRIN, op. cit. (58), 143p. ; *Sovremennyye ...*, op. cit. (115).

Ce qui précède a pour but de mettre en évidence un rapport entre « convergence » et « divergence » des systèmes socio-économico-politico-culturels et du comportement humain. Nous avons tenté seulement de décrire et d'évaluer ce double processus et de faire ressortir que, par eux-mêmes, ils ne sont que des faits historiques contemporains.

Prenant pour point de départ le fait de l'existence des conceptions de la convergence et de leur réfutation ou de leur critique telles qu'élaborées par les sociologues, les économistes, les politologues et les anthropologues contemporains, nous avons tenté dans notre étude schématique d'évaluer cette nouvelle problématique des sciences sociales.

Ainsi nous avons tenté, d'une part, d'identifier la problématique de la convergence, et, d'autre part, d'évaluer la conceptualisation de cette problématique.

Nous admettons que la discussion sur la convergence et la critique de ses théories constituent une conséquence du progrès des sciences sociales, et qu'elle est un fruit de « l'esprit scientifique ». En revanche, nous estimons que les théories en question et leur réfutation par leurs adversaires ne sont pas encore des réflexions scientifiques suffisamment cristallisées. On a besoin d'autres études, en particulier de celles de type empirique.

Nous constatons, en deuxième lieu, qu'il n'y a qu'un petit nombre de spécialistes pour lesquels la situation de « convergence » s'énonce en termes précis. Et il n'est pas exclu que leur nombre se réduira bien plus encore. En réalité, on peut démontrer que le nombre de partisans de la « divergence » s'accroît davantage. Cependant, l'esprit de réfutation que propagent ces derniers n'est pas plus scientifique que celui de ceux qui admettent la phénoménologie de la convergence. Au lieu de présenter de solides argumentations scientifiques, ils ne font pas plus que ce que E. Durkheim qualifiait de science idéologique. Il semble qu'aucune des deux tendances n'ait encore dit son dernier mot : des discussions fortement intéressantes sont toujours en cours.

Actuellement, on constate que les scientifiques occidentaux ne s'entendent pas encore sur la nature et le type des systèmes socio-économico-politiques et culturels qui accompagneraient l'évolution de nos sociétés modernes baptisées « industrielles » ou « scientifiques » (cf. Aron) ou encore « civilisation industrielle ». Rien ne surprend, parce que la notion de « convergence », malgré les critères positifs explicités par les théoriciens, reste vague et ambiguë, surtout dès qu'on veut l'utiliser sur un autre plan que celui pour lequel elle a été conçue. Elle n'a un sens clair que du point de vue économique. Sur les autres plans, on mélange toutes les données possibles de la réalité humaine (contraintes matérielles ou sociales, inspirations idéologiques et politiques, croyances morales et valeurs, résultats sociaux, etc.) ; bref, on constitue un tel amalgame qu'il est possible d'en tirer aussi bien des conclusions affirmatives que des réfutations. Même les vérifications quantitatives empiriques (plutôt rares) sont en elles-mêmes abstraites. Rien n'y est arrêté.

Mais malgré ces incertitudes, il semble historiquement évident que l'humanité moderne se dirige vers une « civilisation industrielle » (terme utilisé par les interprètes de l'Europe de l'Est). Ce qui en résulte incontestablement, est bien un rapprochement typologique des systèmes socio-économiques, dont l'avenir est difficilement prévisible.

En évaluant les théories de la convergence et leur contrepartie, les réfutations, on se pose de grandes questions. Ainsi, par exemple, si l'on peut identifier et définir la convergence comme un processus historique global, quels seraient les rapports entre ce type nouveau de système « intégral » qui en résulterait et les espèces de systèmes qui subsistent, soit le soviétique et l'occidental ? Peut-on établir un ordre de succession des stades et en préciser les étapes de la réalisation ? Admettons que, d'une façon ou d'une autre, les deux systèmes soient orientés vers la convergence. Jusqu'où ira l'uniformité d'un tel système unique et « ultimisé » par la technologie, dont la rationalité n'est qu'instrumentale ? En tout cas, rien ne prouve que l'humanité « convergée » sera plus raisonnable ou plus humanitaire que celle des sociétés dans lesquelles nous vivons. Les hommes auront-ils changé ? Quels modèles de culture vont surgir dans l'âge universel des sociétés convergées où nous devrions entrer ? Faut-il craindre l'excès de convergence ou l'excès de divergence ?

Les théoriciens de la convergence n'ont que posé la problématique sans y apporter une réponse satisfaisante. Ils savent ou devraient savoir qu'ils n'apportent pas de réponse mais

posent, en termes renouvelés, de vieux problèmes et certains d'entre eux sont originaux. Quant aux adversaires de ces théories, ils les réfutent et y opposent des théories de la divergence irréductible, sans toutefois apporter de preuves solides. Ils prétendent tout simplement que les deux types de système évoluent dans un sens tout différent et opposé. Loin d'aller vers une convergence des buts et des valeurs sociaux, vers une synthèse des divers plans, ils se dissocient de plus en plus les uns des autres à partir de leurs différences génétiques, structurales et fonctionnelles. Chacun de ces systèmes tend plutôt progressivement à accentuer ses spécificités, son irréductibilité.